



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 19 du 15 juillet 2011*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 15 juillet 2011

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>827</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>827</b>
Arrêté du 27 juin 2011 approuvant la dissolution du syndicat intercommunal pour le secrétariat de la région de LUNEVILLE.....	827
Arrêté du 8 juillet 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal de l'environnement à BLAINVILLE-DAMELEVIÈRES.....	827
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>828</b>
<b>MISSION ECONOMIQUE.....</b>	<b>828</b>
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 6 juillet 2011.....	828
<b>CABINET.....</b>	<b>829</b>
Bureau des polices administratives.....	829
Dossier n° 2008/3573 - Arrêté du 7 juillet 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	829
Dossier n° 2011/0146 - Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les communes suivantes : NANCY, MALZEVILLE, LUDRES, LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, HEILLECOURT, ESSEY-LES-NANCY, ART-SUR-MEURTHE et VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	829
Dossier n° 2011/0181 - Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à CHAMPIGNEULLES.....	830
Dossier n° 2011/0193 - Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à ROSIERES-AUX-SALINES.....	830
Service interministériel de défense et de protection civile.....	831
Arrêté n° 257/2011/SIDPC du 21 juin 2011 fixant la composition du comité départemental canicule.....	831
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>832</b>
Bureau des réglementations.....	832
Dossier n° 2008/4051 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à DIEULOUARD.....	832
Dossier n° 2008/4065 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à FLEVILLE-DEVANT-NANCY.....	833
Dossier n° 2010/0167 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à MONT-SAINT-MARTIN.....	833
Dossier n° 2011/0138 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à HOUEMONT.....	833
Dossier n° 2011/0139 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à MONT-SAINT-MARTIN.....	834
Dossier n° 2011/0142 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	835
Dossier n° 2011/0143 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à JOEUF.....	835
Dossier n° 2011/0145 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à TOUL.....	836
Dossier n° 2011/0153 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY.....	837
Dossier n° 2011/0154 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY.....	837
Dossier n° 2011/0155 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY.....	838
Dossier n° 2011/0156 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY.....	839
Dossier n° 2011/0159 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à TRIEUX.....	839
Dossier n° 2011/0160 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	840
Dossier n° 2011/0164 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LONGWY.....	841
Dossier n° 2011/0165 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à DIEULOUARD.....	841
Dossier n° 2011/0167 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LAXOU.....	842
Dossier n° 2011/0170 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	843
Dossier n° 2011/0172 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à VARANGVILLE.....	844
Dossier n° 2011/0179 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à PHLIN.....	844
Dossier n° 2011/0180 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NEUVES-MAISONS.....	845
Dossier n° 2011/0182 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	846
Dossier n° 2011/0183 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à PONT-A-MOUSSON.....	846
Dossier n° 2011/0184 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LAXOU.....	847
Dossier n° 2011/0188 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LONGWY.....	848
Dossier n° 2011/0192 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	848
Dossier n° 2011/0195 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	849
Dossier n° 2011/0198 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	850
Dossier n° 2011/0201 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	850
Dossier n° 2011/0203 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	851
Dossier n° 2011/0204 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à CUSTINES.....	852
Dossier n° 2011/0205 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à MONT-SAINT-MARTIN.....	853
Dossier n° 2011/0215 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à HEILLECOURT.....	853
Dossier n° 2011/0217 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LANEUVELOTTE.....	854
Dossier n° 2011/0223 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à CHALIGNY.....	854
Dossier n° 2011/0231 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à ESSEY-LES-NANCY.....	855
Arrêté du 13 juillet 2011 portant agrément n° 54-24 d'un centre de récupération de points du permis de conduire.....	856
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>856</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	856
Arrêté du 21 juin 2011 autorisant la communauté de communes "la pipistrelle" à exercer la compétence "Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées, favoriser la construction de maisons médicalisées notamment en accordant des garanties d'emprunt" et modifiant les statuts en conséquence.....	856
Arrêté du 30 juin 2011 autorisant l'extension des compétences de la communauté urbaine du Grand Nancy en matière d'élaboration des cartes stratégiques du bruit et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.....	857
Arrêté du 6 juillet 2011 portant modification des limites territoriales entre les communes de BENNEY et LEMAINVILLE.....	857
Arrêté du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle.....	858
Arrêté du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan.....	858
Bureau des procédures environnementales.....	859
Arrêté du 30 juin 2011 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....	859
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTRIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>860</b>
Bureau de l'interministérielle.....	860
Arrêté préfectoral n° 11.BI.63 du 7 juillet 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.....	860
Arrêté préfectoral n° 11.BI.64 du 7 juillet 2011 accordant délégation de signature à l'agent de permanence pour le week-end de l'Assomption 2011.....	862
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>863</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>863</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>863</b>
Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-042 en date du 30 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A 31, du PR 230+000 au PR 231+800.....	863
Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-043 en date du 30 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité d'écrans motocycliste sur la RN 4, au PR 35+000 et PR 38+800.....	864
Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-045 en date du 1er juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un PMV sur la RN 59, au PR 6+800.....	866
Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-049 en date du 8 juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la RN 52, des PR : PR 7+800 au 3+000 sens Longwy/Metz - PR 3+300 au 8+800 sens Metz/Longwy.....	867

Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-050 en date du 8 juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de protection acoustique sur A 33 (Ville en Vermois), du PR 13+4000 au 17+900.....	872
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>874</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>874</b>
Cellule personnes âgées.....	874
Arrêté ARS n° 2011-260 du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile de JARNY.....	874
Etablissements de santé.....	875
Arrêté ARS-DT 54 N° 77/2011 du 7 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	875
Arrêté ARS-DT 54 N° 78/2011 du 7 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	875
Arrêté ARS-DT 54 N° 79/2011 du 7 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : NANCY 540 009 701 - FLAVIGNY 540 013 737 - LAY-SAINT-CHRISTOPHE 540 009 412.....	876
<b>SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>876</b>
Arrêté n° 250/2011 en date du 27 juin 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	876
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>877</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>877</b>
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/286 du 28 juin 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de COURBESSEAUX.....	877
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/287 du 28 juin 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de PARROY.....	878
Arrêté n° 293 du 1er juillet 2011 portant ouverture et de clôture de la chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle - campagne 2011-2012.....	878
Arrêté n° 294 du 1er juillet 2011 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	881
Arrêté n° 295 du 1er juillet 2011 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	882
Arrêté n° 296 du 4 juillet 2011 relatif à la régulation de l'Ouette d'Egypte (Alopochen aegyptiacus L.) en Meurthe-et-Moselle.....	883
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....</b>	<b>884</b>
Arrêté n° 2011/DDT54/ADUR/006 du 5 juillet 2011 relatif à la carte communale de GOVILLER en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	884
<b>ENERGIE, CONSTRUCTION, INGENIERIE.....</b>	<b>885</b>
Arrêté DDT/ECI/SERV-54-2011-0001 du 6 juillet 2011 portant établissement d'une servitude sur fonds privés pour la pose de canalisations d'assainissement sur le territoire de commune de COSNES-ET-ROMAIN pour le compte du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de LONGWY.....	885
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>886</b>
<b>JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....</b>	<b>886</b>
Arrêté DDCE/N° 2011-95 du 26 mai 2011 portant fermeture temporaire d'un accueil collectif de mineurs dans le cadre des articles L. 227-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles.....	886
Arrêté DDCE/N° 2011-99 du 22 juin 2011 portant réouverture d'un accueil collectif de mineurs dans le cadre des articles L. 227-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles.....	886
<b>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.....</b>	<b>887</b>
Arrêté n° 8/54/AC/2011 du 26 mai 2011 concernant le renouvellement du conseil départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.....	887
Arrêté n° 9/54/AC/2011 du 26 mai 2011 concernant le renouvellement du conseil départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.....	888
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>889</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....</b>	<b>889</b>
Délégation de signature à Madame Annette MARTINOT, adjoint des cadres hospitaliers, en date du 16 mai 2011.....	889
Délégation de signature à Madame Christiane HANN, attachée d'administration hospitalière, en date du 16 mai 2011.....	889
Délégation de signature à Monsieur Frédéric MAILLARD, attaché d'administration hospitalière, en date du 16 mai 2011.....	890
Délégation de signature à Monsieur Gabriel DECLERCK, attaché d'administration hospitalière, en date du 16 mai 2011.....	890
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>890</b>
Délégation de signature du 4 juillet 2011.....	890
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>892</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>892</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>892</b>
<b>PREVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>892</b>
Document du 4 juillet 2011 listant les agents de la DREAL - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières.....	892
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>893</b>
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....</b>	<b>893</b>
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 32745 du 1er juillet 2011 autorisant OPI-BE à exécuter des travaux sur la commune de LONGWY.....	893
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 52992 du 1er juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY.....	893
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>893</b>
<b>FRANCE TELECOM.....</b>	<b>893</b>
Avis concernant la publication de travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques entre la commune de CONFLANS-EN-JARNISY (54) et la commune de FRIAUVILLE (54).....	893
Avis concernant la publication de travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques entre la commune de CHEMINOT (57) et la commune de LESMENILS (54).....	893
<b>CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....</b>	<b>894</b>
Avis de concours externe sur titres du 14 juin 2011 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé.....	894
Avis de concours interne sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé.....	894
Avis de concours sur titres du 30 juin 2011 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié "Secteur Sécurité".....	894
<b>MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES.....</b>	<b>894</b>
Avis et modalités du concours sur titre du 6 juillet 2011 pour le recrutement d'une aide soignante de classe normale.....	894

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****Arrêté du 27 juin 2011 approuvant la dissolution du syndicat intercommunal pour le secrétariat de la région de LUNÉVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5212-33 et suivants ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 mars 1974 portant création du syndicat intercommunal pour le secrétariat de la région de Lunéville, modifié les 17 mars 1975, 14 mai 1975, 9 avril 1976, 20 février 1979, 5 mars 1982, 9 avril 1987, 16 décembre 1987, et 9 novembre 1989 ;  
VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal de secrétariat de la région de Lunéville du 22 décembre 2010 ;  
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :  
- BATHELEMONT en date du 17 juin 2011 ;  
- BURES en date du 17 juin 2011 ;  
CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le syndicat intercommunal de secrétariat de la région de Lunéville est dissous à compter du 30 juin 2011.

**Article 2** : Le passif et l'actif du syndicat sont répartis à part égales entre les communes de Bathelémont et Bures.

**Article 3** : Le sous préfet de Lunéville, la directrice départementale des finances publiques, et le président du syndicat intercommunal de secrétariat de la région de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Lunéville, le 27 juin 2011

Le Sous-Préfet,  
Philippe SAFFREY

**Arrêté du 8 juillet 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal de l'environnement à BLAINVILLE-DAMELEVIÈRES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 9 janvier 1996, modifié par les arrêtés préfectoraux des 31 mars 2003, 18 mars 2004 et 1er mars 2010 portant création du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville Damelevières ;  
VU la délibération du 14 avril 2011 par laquelle le comité du syndicat intercommunal de l'Environnement de Blainville-Damelevières décide de modifier ses statuts afin d'inclure dans ses compétences la collecte et le transport des eaux usées et l'élimination pour l'ensemble des communes adhérentes ;  
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :  
- BLAINVILLE SUR L'EAU en date du 17 juin 2011  
- DAMELEVIERES en date du 17 juin 2011  
- MONT SUR MEURTHE en date du 17 juin 2011  
- REHAINVILLER en date du 17 juin 2011  
approuvant la modification des statuts ;  
CONSTATANT que les conditions de majorité sont atteintes ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville Damelevières annexés au présent arrêté sont approuvés.

**Article 3** : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville Damelevières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Lunéville, le 8 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous Préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L' ENVIRONNEMENT À BLAINVILLE ET DAMELEVIÈRES**

créé par arrêté préfectoral du 9 janvier 1996, modifié par arrêtés préfectoraux des 31 mars 2003, 18 mars 2004 et 1er mars 2010

**STATUTS****Article 1er. - PERIMETRE DU SYNDICAT**

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, le syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville et Damelevières, ci-après désigné « le syndicat » est un syndicat à la carte, constitué des communes de Blainville-sur-L'Eau, Damelevières, Mont-sur-Meurthe et Rehainviller.

Le syndicat est dénommé Syndicat Intercommunal de l'environnement à Blainville et Damelevières.

**Article 2. - SIEGE DU SYNDICAT**

Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Blainville-sur-L'Eau.

**Article 3. - DUREE**

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

**Article 4. - COMPETENCES**

Les compétences du syndicat portent :

- sur les études, la construction, le renouvellement, la maintenance, l'exploitation et la gestion des ouvrages dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement collectif,
- sur l'assainissement non-collectif.

Article 4.1. - EAU POTABLE (Blainville sur l'Eau et Damelevières uniquement )

Le syndicat a la compétence eau potable qui comprend notamment :

- la production de l'eau : prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau, établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- l'achat et la vente de l'eau potable en dehors de son périmètre,
- l'adduction d'eau : transport et stockage d'eau potable,
- la distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'aux branchements et aux compteurs des usagers.

Le syndicat peut également :

- réaliser des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec la compétence "eau potable", dans le périmètre des communes adhérentes,
- assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux communaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande des collectivités membres ou d'autres collectivités.

La défense incendie relève de la compétence et de la responsabilité des communes. Néanmoins, dans la mesure où les besoins pour la défense incendie peuvent être satisfaits par les infrastructures du syndicat, le réseau pourra supporter l'installation de matériel de défense incendie après accord du syndicat et sur demande des communes.

Article 4.2. - ASSAINISSEMENT (Blainville sur l'Eau, Damelevières, Mont sur Meurthe et Rehainviller)

Le syndicat a la compétence assainissement collectif qui comprend notamment :

- la collecte des eaux usées domestiques,
- le transport des eaux usées domestiques et, au travers des réseaux unitaires, des eaux pluviales,
- le traitement des eaux usées domestiques et de la part d'eaux pluviales parvenant à la station d'épuration,
- la gestion et l'élimination des sous-produits issus du traitement notamment les boues produites

Le syndicat peut également :

- réaliser des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec la compétence "assainissement collectif", dans le périmètre des communes adhérentes,
- assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux communaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande des collectivités membres ou d'autres collectivités,
- collecter, transporter et traiter des eaux usées en provenance d'entreprises industrielles ou artisanales et d'exploitations agricoles sous réserve de la mise en place par les différentes entreprises ou exploitations de dispositifs de pré traitement pour les effluents autres que de type domestique.

Article 4.3. - ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (Blainville sur l'Eau, Damelevières, Mont sur Meurthe et Rehainviller)

Le syndicat a la compétence assainissement non-collectif à savoir le contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées et le contrôle du bon fonctionnement des installations existantes.

**Article 5. - COMITE**

Le comité syndical est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

Chacune des communes membres sera représentée au comité par quatre délégués titulaires.

Chaque commune désignera également deux délégués suppléants appelés à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement de délégués titulaires.

Un délégué suppléant peut remplacer tout délégué titulaire de la commune absent.

**Article 6. - PATRIMOINE**

Les ouvrages et les immeubles nécessaires à l'exercice des compétences du Syndicat seront, soit la pleine propriété du Syndicat pour les biens acquis par lui, soit transférés par les communes au moment de leur adhésion.

Le Syndicat tiendra un état récapitulatif du patrimoine et assurera l'ensemble des charges et travaux liés à ces ouvrages.

**Article 7. - FINANCEMENT**

Le financement des services de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif est assuré par les usagers et suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

Toutefois, les communes adhérentes pourront contribuer exceptionnellement en application de l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales notamment pour les investissements de premier établissement des installations relatives au transport et au traitement des effluents ainsi qu'à la gestion et l'élimination des sous-produits issus du traitement. Dans le cadre de ces investissements, les participations communales seront calculées au prorata de la population concernées par l'investissement.

Les modalités de participation financière des communes pour :

- l'extension des réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (et pluviales si réseau unitaire) nécessaires à l'urbanisation, la desserte d'habitations, de lotissements ou de zones d'aménagement,
  - les travaux de déplacement de canalisations non liés aux besoins du service,
  - les travaux d'adaptation du réseau et de ses ouvrages annexes, liés aux travaux de voirie,
  - les travaux expressément demandés par les communes,
- sont fixées par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

**Article 8. - GARANTIE DES EMPRUNTS**

Lorsque le syndicat sera appelé à contracter un emprunt destiné au financement d'investissements, et dans le cas où l'établissement prêteur demanderait une garantie de remboursement auprès des communes, cette garantie sera répartie entre les communes adhérentes au prorata de la population totale connue au dernier recensement.

**Article 9. - AUTRES DISPOSITIONS**

Toutes les dispositions non prévues par les présents statuts sont régies par le code général des collectivités territoriales.

*Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2011.*

Le Sous-Préfet,  
Philippe SAFFREY

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### MISSION ECONOMIQUE

#### Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 6 juillet 2011

Réunie le 6 juillet 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé d'accorder à la SCI la Colombe de SOXEY, l'ouverture d'une cellule commerciale d'équipement de la maison, à l'enseigne non encore définie, de 550 m<sup>2</sup> de surface de vente au sein d'un ensemble commercial situé RD 618, site « les Maragole » à COSNES et ROMAIN.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de COSNES ET ROMAIN.

Nancy, le 7 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

**CABINET**  
*Bureau des polices administratives*

**Dossier n° 2008/3573 - Arrêté du 7 juillet 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU l'arrêté préfectoral du 30 mai 2006 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;  
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé « TABAC PRESSE LE HERE » 4, rue Héré 54000 NANCY présentée par M. Abdelmalek TADJDET ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 14 juin 2011 ;  
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Abdelmalek TADJDET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3573**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 30 mai 2006 susvisé.

**Article 2 :** Les modifications portent sur :

- le changement de nom du propriétaire et sur l'enseigne

**Article 3 :** Le reste des dispositions prévues par l'arrêté sus-visé demeure applicable.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Abdelmalek TADJDET 4 rue Héré 54000 NANCY ainsi qu'au maire de Nancy.

Nancy, le 7 juillet 2011

Pour le Préfet,  
L'attaché chef de bureau,  
Jean-Pierre DEVIDET

---

**Dossier n° 2011/0146 - Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les communes suivantes : NANCY, MALZEVILLE, LUDRES, LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, HEILLECOURT, ESSEY-LES-NANCY, ART-SUR-MEURTHE et VANDOEUVRE-LES-NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- Boulevard Jean Moulin – NANCY ;
- Chemin du Bois de Frouard – MALZEVILLE ;
- Route Départementale 57 – LUDRES ;
- Route Nationale N°4 – LANEUVEVILLE devant NANCY ;
- Route de Fléville – HEILLECOURT ;
- D 913 route d'Agincourt – ESSEY les NANCY ;
- Route de Saulxures – ART sur MEURTHE ;
- Rue deCrévic – VANDOEUVRE les NANCY.

**ARRETE**

**Article 1er :** M. André ROSSINOT Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0146**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur des déchets ménagers.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et dont une copie sera adressée aux maires des communes de NANCY, MALZEVILLE, LUDRES, LANEUVEVILLE DEVANT NANCY, HEILLECOURT, ESSEY LES NANCY, ART SUR MEURTHE et VANDOEUVRE les NANCY.

Nancy, le 8 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

#### Dossier n° 2011/0181 - Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à CHAMPIGNEULLES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé « SCP REGNIER MAUMIAS » rue de Frouard (bât. Guynemer) 54250 CHAMPIGNEULLES présentée par M. Richard REGNIER ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Richard REGNIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0181**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Richard REGNIER.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Richard REGNIER, rue de Frouard (bât Guynemer) 54250 CHAMPIGNEULLES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de Champigneulles.

Nancy, le 7 juillet 2011

Pour le Préfet,  
L'attaché chef de bureau,  
Jean-Pierre DEVIDET

#### Dossier n° 2011/0193 - Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à ROSIERES-AUX-SALINES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé « PAINS SAVEURS ET TRADITION » 8 rue Gambetta 54110 ROSIERES AUX SALINES présentée par M. Jean-Marc PAIN ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-Marc PAIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0193**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Luc PAIN.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Marc PAIN, 17 avenue de Lunéville 54110 DOMBASLE. SUR MEURTHE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de Rosières aux Salines.

Nancy, le 7 juillet 2011

Pour Le Préfet,  
L'attaché, chef de bureau,  
Jean-Pierre DEVIDET

#### *Service interministériel de défense et de protection civile*

#### **Arrêté n° 257/2011/SIDPC du 21 juin 2011 fixant la composition du comité départemental canicule**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le plan de prévention des conséquences d'une nouvelle période de canicule présenté lors du conseil des ministres du 10 mars 2004 ;

VU la circulaire du 12 mai 2004 définissant les actions à mettre en œuvre au niveau local pour détecter, prévenir et lutter contre les conséquences sanitaires d'une canicule ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2010 fixant la composition du comité départemental canicule pour l'année 2010 ;

VU la circulaire du 22 avril 2011 relative aux nouvelles dispositions contenues dans la version 2011 du plan national canicule et à l'organisation de la permanence des soins propre à la période estivale ;

SUR proposition du directeur de cabinet ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté préfectoral du 28 juin 2010 fixant la composition du comité départemental canicule pour l'année 2010 visé ci-dessus est abrogé..

**Article 2 :** Le comité départemental canicule, présidé par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant, est composé de la manière suivante :

REPRÉSENTANTS DES SERVICES DE L'ÉTAT CONCERNES

- M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant

- M. le directeur départemental de la cohésion sociale ou son représentant

- Mme la directrice départementale de la protection des populations (DDPP) ou son représentant

- M. l'inspecteur d'académie ou son représentant

- M. le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant

- M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

- M. le chef de l'unité territoriale de la direction régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ou son représentant

- M. le délégué départemental de METEO France ou son représentant

REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES



## CONSEIL GENERAL

- M. Michel DINET, président du conseil général ou son représentant

## MAIRES DES PRINCIPALES VILLES

- M. le maire de NANCY ou son représentant

- M. le maire de VANDOEUVERE ou son représentant

- M. le maire de LUNEVILLE ou son représentant

- Mme le maire de TOUL ou son représentant

- M. le maire de BRIEY ou son représentant

- M. le maire de LONGWY ou son représentant

- M. le maire de PONT-A-MOUSSON ou son représentant

## ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES

- Mme la présidente de l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

## CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE

- M. le délégué départemental de l'UDCCAS ou son représentant

## REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE CHAMP SANITAIRE, MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL

## MAISONS DE RETRAITE ET AUTRES INSTITUTIONS

- Mme GUILLOTIN, directrice de la maison de retraite de THIAUCOURT (fédération hospitalière de France)

- M. PERCEAU, directeur de la maison de retraite de SAINT-FIRMIN

- Mme MATHIEU, directrice de l'U.R.I.O.P.S.S

- Mme la présidente du CODERPA ou son représentant

## ETABLISSEMENTS DE SANTE et le cas échéant gestionnaires de Maisons de Retraite, d'U.S.L.D et de S.S.I.A.D. :

- M. SAUVAGE, fédération des établissements d'hospitalisation et assistance privées - association hospitalière St-Eloi NEUVES-MAISONS

- M. Gilles BAROU, représentant la fédération hospitalière de France

## ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES DE L'AIDE A DOMICILE ET DE SSIAD

- M. LUCIEN, fédération A.D.M.R.

- Mme STUMER, infirmière coordinatrice du SSIAD de l'OHS de NANCY

## ASSOCIATIONS RELEVANT DU CHAMP SOCIAL

- M. le délégué départemental de la FNARS ou son représentant

- M. le directeur de l'agence départementale d'ADOMA ou son représentant

- M. le directeur général de l'ARS responsable du SAMU social ou son représentant

- Mme la responsable de l'Armée du Salut de Nancy ou son représentant

- Mme la présidente de la Croix Rouge Française ou son représentant

- M. le président d'Emmaüs France ou son représentant

- Mme la présidente de « familles rurales » ou son représentant

- M. le président de « médecins du monde » ou son représentant

## REPRESENTANTS AU TITRE DE LA PERMANENCE DES SOINS

- M. le président du conseil de l'ordre des médecins ou son représentant

- M. le directeur du service d'aide médicale urgente (SAMU) ou son représentant

- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ou son représentant

- M. le directeur de SOS Médecins ou son représentant

- M. le représentant du dispositif de régulation des appels téléphoniques mis en place par les médecins libéraux

**Article 3 :** Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité départemental canicule.

Nancy, le 21 juin 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**  
*Bureau des réglementations*

**Dossier n° 2008/4051 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à DIEULOUARD**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 05 février 2002 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Tabac Presse Loto 29 avenue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD, présentée par M. Michel DUPONCEL ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 05 février 2002, à M. Michel DUPONCEL est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4051.

**Article 2 :** Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

**Article 3 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 4 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 5 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 6 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 7 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel DUPONCEL Presse Loto 29 avenue du Général de Gaulle 54300 DIEULOUARD et dont copie sera transmise au maire de la commune de DIEULOUARD.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2008/4065 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à FLEVILLE-DEVANT-NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2008 portant autorisation d'un système de vidéoprotection modifié le 19 septembre 2008 ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé THE PHONE HOUSE Zone commerciale de Frocourt 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY présentée par Mme Liliane LIM ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Mme Liliane LIM est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4065**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 16 juin 2008 modifié le 19 septembre 2008 .

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant ;
- Le nombre de caméras ;
- La durée de conservation des images ;
- Les personnes habilitée à accéder aux images ;
- Le traitement des images ;
- Les mesures adoptées pour la sécurité et la confidentialité ;
- Les modalités d'information du public ;
- Le service (ou personne) auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Liliane LIM THE PHONE HOUSE SAS 4 rue Diderot 92150 SURESNES et dont copie sera adressée au maire de la commune de FLEVILLE DEVANT NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2010/0167 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à MONT-SAINT-MARTIN**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2009 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé EURL Pharmacie BRAYER Centre Commercial Auchan 1 boulevard de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN présentée par M. Eric BRAYER ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. Eric BRAYER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0167**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 27 octobre 2009 susvisé.

**Article 2** : Les modifications portent sur l'ajout de caméras.

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eric BRAYER – pharmacie BRAYER 1 boulevard de l'Europe 54350 MONT SAINT MARTIN ainsi qu'au Maire de la commune de MONT SAINT MARTIN et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0138 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à HOUEMONT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé EURL ZORA 10 avenue des Erables 54180 HOUEMONT présentée par Mme Stéphanie SYLVESTRE ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Mme Stéphanie SYLVESTRE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0138**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Stéphanie SYLVESTRE.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Stéphanie SYLVESTRE, 10 avenue des Erables 54180 HOUEMONT et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de HOUEMONT.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0139 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à MONT-SAINT-MARTIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SEPHORA 1 boulevard de l'Europe (centre commercial AUCHAN) 54350 MONT-SAINT-MARTIN présentée par M. Daniel CONDAMINAS ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Daniel CONDAMINAS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0139**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Daniel CONDAMINAS.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Daniel CONDAMINAS, 65 avenue Edouard Vaillant 92100 BOULOGNE BILLANCOURT et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MONT SAINT MARTIN et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0142 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à VANDOEUVRE-LES-NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé tabac presse « le Prieuré » 8 allée du Morvan 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY présentée par Mme Carole MAYER ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Carole MAYER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0142**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Carole MAYER.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Carole MAYER, 8 allée du Morvan 54500 VANDOEUVRE LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0143 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à JOEUF**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SAS LORTUB ZI des deux Châteaux BP 20025 54240 JOEUF présentée par M. Fabrice ERRICO ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Fabrice ERRICO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0143**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Fabrice ERRICO.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Fabrice ERRICO, ZI des deux Châteaux BP 20025 54240 JOEUF et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de JOEUF et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0145 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SELARL « Pharmacie de la place ronde » 15 place des 3 Evêchés 54200 TOUL présentée par M. Jean-Bernard WALTER ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-Bernard WALTER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0145.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Isabelle ANDERLINI.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Bernard WALTER, 15 place des 3 Evêchés 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au sous-préfet de TOUL.  
Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0153 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 23 rue du 16ème BCP (salle socio-culturelle) 54800 LABRY présentée par M. Jean COURCOUX ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Jean COURCOUX est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0153**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean COURCOUX.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean COURCOUX, maire de LABRY, 22 rue des Frères MOREL 54800 LABRY et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0154 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Impasse Roland PARISOT (école maternelle) 54800 LABRY présentée par M. Jean COURCOUX maire de LABRY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Jean COURCOUX est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0154**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean COURCOUX.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean COURCOUX, maire de LABRY, 22 rue des Frères MOREL 54800 LABRY et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0155 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 rue Jules ROLLIN (site Mahuet) 54800 LABRY présentée par M. Jean COURCOUX maire de LABRY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean COURCOUX est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0155**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean COURCOUX.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean COURCOUX, maire de LABRY, 22 rue des Frères MOREL 54800 LABRY et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0156 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LABRY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- rue des Frères Marçon
- rue des Frères Morel
- rue Charles Michel

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean COURCOUX maire de LABRY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0156**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean COURCOUX .

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean COURCOUX, maire de LABRY, 22 rue des Frères MOREL 54800 LABRY et dont une copie sera adressée à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0159 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à TRIEUX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé NETTO SAS BRAUDIM 70 avenue de la Libération 54750 TRIEUX présentée par Mme Dominique KREMEUR ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Mme Dominique KREMEUR est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0159**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.



Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Dominique KREMEUR.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Dominique KREMEUR, 70 avenue de la Libération 54750 TRIEUX et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TRIEUX et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0160 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SARL subrem (SUBWAY) 71 rue Saint Dizier 54000 NANCY présentée par M. Moez NOBIGH ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Moez NOBIGH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0160**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Moez NOBIGH.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Moez NOBIGH, 71 rue Saint Dizier 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0164 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé CIC CM 1 avenue SAINTIGNON 54400 LONGWY présentée par le Chargé de sécurité ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le Chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0164**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité .

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Chargé de sécurité, 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LONGWY et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0165 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à DIEULOUARD

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Pharmacie LELOUP 76 avenue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD présentée par Mme Quiterie LELOUP ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Mme Quiterie LELOUP est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0165**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Quiterie LELOUP.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Quiterie LELOUP, 76 avenue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DIEULOUARD.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0167 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LAXOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé KFC SARL ULTRABOXE 2 rue du SAULNOIS 54520 LAXOU présentée par M. David ELAFRI ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. David ELAFRI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0167**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue, Prévention d'actes terroristes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. David ELAFRI.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. David ELAFRI, 2 rue du SAULNOIS 54520 LAXOU et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0170 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé MMP FRANCE (hôtel Mercure Nancy centre Stanislas) 5 rue des Carmes 54000 NANCY présentée par Mme Sandrine BLAAS ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Mme Sandrine BLAAS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0170**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sandrine BLAAS.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Sandrine BLAAS, 5 rue des Carmes 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0172 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à VARANGEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé sarl « pharmacie du Chardon Bleu » 101 rue GABRIEL PERI 54110 VARANGEVILLE présentée par Mme Marie-Hélène SAHUGUET ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Marie-Hélène SAHUGUET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0172**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Marie-Hélène SAHUGUET.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Marie-Hélène SAHUGUET, 101 rue GABRIEL PERI 54110 VARANGEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VARANGEVILLE.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0179 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à PHLIN**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Société SVT 6 route de Nomeny 54610 PHLIN présentée par M. Terry GARNIER ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Terry GARNIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0179**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Terry GARNIER.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Terry GARNIER, 6 route de Nomeny 54610 PHLIN et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de PHLIN.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0180 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NEUVES-MAISONS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé « LEADER PRICE » 541 rue Pasteur 54230 NEUVES-MAISONS présentée par M. Philippe CRESSON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Philippe CRESSON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0180**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sophie VAUGEOIS.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe CRESSON, 2 route du Plessis 94432 CHENNEVIERES SUR MARNE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de NEUVES MAISONS. Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0182 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SARL CHOCO Yan (« chocolats Yves THURIES ») rue Saint-Dizier 54000 NANCY présentée par M. Yannick SCHUH ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Monsieur Yannick SCHUH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0182**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Yannick SCHUH.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Yannick SCHUH, 6 rue Sous Saint Arnould 57000 METZ et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY. Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0183 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à PONT-A-MOUSSON**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SARL CHOCO Yan (« chocolats Yves THURIES ») 24 rue Victor Hugo 54700 PONT-A-MOUSSON présentée par M. Yannick SCHUH ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Yannick SCHUH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0183**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Yannick SCHUH.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Yannick SCHUH, 24 rue Victor Hugo 54700 PONT A MOUSSON et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0184 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LAXOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SARL CHOCO Yan (« chocolats Yves THURIES ») centre commercial AUCHAN rue de la Sapinière 54520 LAXOU présentée par M. Yannick SCHUH ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Yannick SCHUH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0184**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Yannick SCHUH.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.



Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Yannick SCHUH, 6 rue Sous Saint Arnould 57000 METZ et dont une copie sera transmise au Maire de la commune LAXOU.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0188 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Tabac Loto « la Gauloise » place Darche 54400 LONGWY présentée par Mme Fabienne CAMMARATA ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Mme Fabienne CAMMARATA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0188**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès Mme Fabienne CAMMARATA.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Fabienne CAMMARATA, 13 rue Margaine 54400 LONGWY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LONGWY et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0192 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SARL LORRAINE GASTRONOMIE kiosque terrasse de la Pépinière 54000 NANCY présentée par Mme Brigitte MEGE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Mme Brigitte MEGE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0192**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Brigitte MEGE.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Brigitte MEGE, 10 rue Mathias SCHIFF 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0195 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Tabac presse « au Pacha » 11 rue Saint-Dizier 54000 NANCY présentée par M. Louis KAYA ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Louis KAYA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0195**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Louis KAYA.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Louis KAYA, 11 rue Saint-Dizier 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0198 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à VANDOEUVRE-LES-NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé OLMA SYNDIC DE COPROPRIETE centre commercial « les Nations » 23 boulevard de l'Europe 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY présentée par M. Olivier CAILLARD ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Olivier CAILLARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0198**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Didier MATTES.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Olivier CAILLARD, 23 boulevard de l'Europe 54500 VANDOEUVRE LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0201 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Sarl LOU REMY 184 avenue Jeanne d'ARC 54000 NANCY présentée par M. Nicolas REMY ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. Nicolas REMY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0201**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Nicolas REMY.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11** : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Nicolas REMY, 184 avenue Jeanne d'ARC 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0203 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé BOM DIA PORTUGAL 4 rue Foller 54000 NANCY présentée par M. Fernando PINTO VILELA ;

#### ARRETE

**Article 1er** : M. Fernando PINTO VILELA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0203**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Fernando PINTO VILELA.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Fernando PINTO VILELA, 4 rue Foller 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Dossier n° 2011/0204 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à CUSTINES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Pharmacie SIMON, 58 rue du Général Leclerc 54670 CUSTINES présentée par M. Jean-Paul SIMON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-Paul SIMON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0204**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Paul SIMON.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Paul SIMON, 58 rue du Général Leclerc 54670 CUSTINES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CUSTINES.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0205 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à MONT-SAINT-MARTIN**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé SARL PROTTI-BARBIERI (espace SFR) 1 avenue de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN présentée par M. Pierre PROTTI ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. PIERRE PROTTI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0205**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pierre PROTTI.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11** : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Pierre PROTTI, 11 rue Margaine 54400 LONGWY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MONT SAINT MARTIN et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Dossier n° 2011/0215 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à HEILLECOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé SNC THIEBAUT (tabac la Fontaine) 10 place de la fontaine 54180 HEILLECOURT, présentée par Mme Agnès CLAUDON ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 janvier 1999, à Mme Agnès CLAUDON est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2011/0215**.

**Article 2** : Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

**Article 3** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 4** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 5** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 6** : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 7 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Agnès CLAUDON, 10 place de la Fontaine 54180 HEILLECOURT et dont copie sera adressée au maire de la commune de HEILLECOURT.  
Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0217 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à LANEUVELOTTE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé au point de tri 40 rue Grande 54280 LANEUVELOTTE présentée par M. Gilbert VISINE maire de LANEUVELOTTE ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Gilbert VISINE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0217**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Gilbert VISINE.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gilbert VISINE, maire de LANEUVELOTTE, 35 rue Grande 54280 LANEUVELOTTE.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Dossier n° 2011/0223 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à CHALIGNY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- N° 5 à 9 rue de Hautonchamp – 54230 CHALIGNY

- Parc Albert André – 54230 CHALIGNY

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Filipe PINHO maire de CHALIGNY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0223**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.  
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Filipe PINHO.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Filipe PINHO, maire de CHALIGNY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Dossier n° 2011/0231 - Extrait de l'arrêté du 28 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à ESSEY-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- Rue Roger Bérin ;
- Rue des Basses Ruelles ;
- Passage piétonnier.

#### ARRETE

**Article 1er :** M. Jean-Paul MONIN maire d'ESSEY-LES-NANCY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0231**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric CODRON.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).



**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Paul MONIN, maire d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 28 juin 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### **Arrêté du 13 juillet 2011 portant agrément n° 54-24 d'un centre de récupération de points du permis de conduire**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ;

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

Vu la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Philippe BELCHEN, représentant de l'établissement, PAUL KROELY ECO CONDUITE ;

Vu l'avis émis en date du 5 juillet 2011 par le comité départemental de la sécurité routière ;

Considérant que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** PAUL KROELY ECO CONDUITE, située 10 rue de la sablière à RICHARDMENIL (54630) représenté par M. Philippe BELCHEN est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractionnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -24.

**Article 2 :** Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du Décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 modifiant le Code de la Route, partie réglementaire, Articles R223-5 et suivants.

**Article 3 :** Les stages auront lieu dans les endroits suivants :

à HOUEMONT ( 54180) : HOTEL NOVOTEL NANCY Sud

8 allée de la Genelière

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- au directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Madame le maire de HOUEMONT

- Monsieur Philippe BELCHEN.

Nancy, le 13 juillet 2011

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le chef de bureau  
Sabine CHOIGNOT

---

### **DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**

#### ***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***

**Arrêté du 21 juin 2011 autorisant la communauté de communes "la pipistrelle" à exercer la compétence "Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées, favoriser la construction de maisons médicalisées notamment en accordant des garanties d'emprunt" et modifiant les statuts en conséquence**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes "la pipistrelle" ;

VU la délibération du 4 octobre 2010 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes "la pipistrelle" décide prendre la compétence "Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées, favoriser la construction de maisons médicalisées notamment en accordant des garanties d'emprunt" ;

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

Bainville-aux-Miroirs (18 novembre 2010), Lebeuville (17 décembre 2010), Neuwiller-sur-Moselle (17 décembre 2010), Roville-devant-Bayon (22 octobre 2010) et Xirocourt (17 novembre 2010) ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes, la majorité qualifiée requise par les articles L5214-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition de la sous-préfète chargée de mission ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : La communauté de communes "la pipistrelle" est autorisée à exercer la compétence "Favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées, favoriser la construction de maisons médicalisées notamment en accordant des garanties d'emprunt".

Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

**Article 2** : La sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes la pipistrelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 juin 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

*Les statuts annexés sont consultables à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

---

#### **Arrêté du 30 juin 2011 autorisant l'extension des compétences de la communauté urbaine du Grand Nancy en matière d'élaboration des cartes stratégiques du bruit et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5215-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

VU la délibération du 5 novembre 2010 par laquelle le conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy a décidé de soumettre aux communes membres une proposition d'extension de ses compétences en matière de « élaboration des cartes stratégiques du bruit et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement » ;

VU les délibérations favorables des communes de Art-sur-Meurthe (24 janvier 2011), Essey-lès-Nancy (15 décembre 2010), Fléville-devant-Nancy (15 décembre 2010), Heillecourt (15 février 2011), Houdemont (13 décembre 2010), Jarville-la-Malgrange (03 février 2011), Laneuveville-devant-Nancy (9 décembre 2010), Laxou (27 janvier 2011), Ludres (07 février 2011), Malzéville (16 décembre 2010), Nancy (21 février 2011), Pulnoy (16 décembre 2010), Saint-Max (6 décembre 2010), Saulxures-lès-Nancy (14 décembre 2010), Seichamps (13 décembre 2010), Tomblaine (16 décembre 2010), Vandoeuvre-lès-Nancy (13 décembre 2010) et Villers-lès-Nancy (15 décembre 2010) ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : L'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la communauté urbaine du Grand Nancy est complété par un article 4-9 ainsi rédigé :

« Les compétences de la communauté urbaine du Grand Nancy sont étendues à la matière suivante :

Élaboration des cartes stratégiques du bruit et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement ».

Le reste sans changement.

**Article 2** : Ce transfert de compétences n'entraîne aucun transfert de biens, de personnels ou de moyens financiers vers la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté urbaine du Grand Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées ainsi qu'à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 juin 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

---

#### **Arrêté du 6 juillet 2011 portant modification des limites territoriales entre les communes de BENNEY et LEMAINVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2112-2 à L. 2112-11 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les délibérations de BENNEY du 16 mai 2011 et de LEMAINVILLE du 27 juin 2011 demandant la modification de leurs limites territoriales par un échange de terrains ;

VU l'absence de population sur les terrains concernés par l'échange ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification des limites territoriales entre BENNEY et LEMAINVILLE, du 19 novembre au 6 décembre 2010 inclus ;

VU la lettre du maire de LEMAINVILLE du 7 avril 2011 ;

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur en date du 20 décembre 2010 ;

VU les avis favorables de la direction départementale des territoires du 14 décembre 2010 et de la direction générale des finances publiques du 30 novembre 2010,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : Les modifications de limites territoriales entre les communes de BENNEY et LEMAINVILLE sont approuvées conformément aux plans annexés au présent arrêté.

**Article 2** : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

**Article 3** : Les modifications des limites territoriales des communes de BENNEY et LEMAINVILLE n'entraînent aucun transfert de population.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de BENNEY et LEMAINVILLE, aux services de l'Etat concernés et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**Arrêté du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.122-3, L.122-5, R.122-12 et R.122-13 relatifs à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 publiant le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Sud Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2009 autorisant l'adhésion de Viéville-en-Haye à la communauté de communes des 3 Vallées.

VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 autorisant la création de la communauté de communes des vallées du Cristal, issue de la fusion de la communauté de communes du Cristal et de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des trois Vallées et du Mad à l'Yron, issue de la fusion de la communauté de communes des 3 vallées et de la communauté de communes du Mad à l'Yron ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010 autorisant l'adhésion de la commune de Foug à la communauté de communes du Toulinois au 1er janvier 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 autorisant le changement de nom de la communauté de communes des trois vallées et du Mad à l'Yron en « Communauté de communes du chardon Lorrain » ;

CONSIDÉRANT que le périmètre de la communauté de communes du chardon Lorrain est compris dans le périmètre du SCOT du Sud Meurthe-et-Moselle et du SCOT nord Meurthe-et-Mosellan ;

CONSIDÉRANT que la majorité de la population de la communauté de communes du chardon Lorrain est comprise dans le périmètre du SCOT du Sud Meurthe-et-Moselle et que l'organe délibérant de la communauté ne s'est pas prononcé contre son appartenance au syndicat mixte chargé de la gestion de ce SCOT, celle devient membre de droit du syndicat mixte au terme d'un délai de 6 mois ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Est constatée la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle comprenant les territoires des collectivités suivantes :

- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Communauté de communes du bassin de Pompey
- Communauté de communes du Toulinois
- Communauté de communes du Lunévillois
- Communauté de communes du pays du sel et du Vermois
- Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson
- Communauté de communes de Moselle et Madon
- Communauté de communes de Colombey et du Sud Toulinois
- Communauté de communes du Grand Couronné
- Communauté de communes du Saintois
- Communauté de communes du Saintois au Vermois
- Communauté de communes du pays du Sânon
- Communauté de communes de Seille et Mauchère
- Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch
- Communauté de communes de la Vezouze
- Communauté de communes des vallées du Cristal
- Communauté de communes du Bayonnais
- Communauté de communes du massif de Haye
- Communauté de communes de la Mortagne
- Communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze
- Communauté de communes du Badonvillois
- Communauté de communes de Hazelle
- Communauté de communes du Grand Valmon
- Communauté de communes des Côtes en Haye
- Communauté de communes du Froidmont
- Communauté de communes de la pipistrelle
- Communauté de communes du Mirabée
- Communauté de communes du chardon Lorrain

et les 13 communes suivantes :

- Bratte, Gerbécourt-et-Haplemont, Houdreville, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preny, Quevilloncourt, Saulxerotte, Vandières, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény.

**Article 2 :** L'ensemble du dossier est consultable en préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale cités à l'article premier, aux maires concernés des communes membres de ces établissements et aux maires des communes citées à l'article premier.

Nancy, le 7 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**Arrêté du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.122-3 et L.122-5, R.122-12 et R.122-13 relatifs au schéma de cohérence territoriale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté portant fixation du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan du 02 juillet 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des trois Vallées et du Mad à l'Yron, issue de la fusion de la communauté de communes des 3 vallées et de la communauté de communes du Mad à l'Yron, à compter du 1er janvier 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 autorisant le changement de nom de la communauté de communes des trois vallées et du Mad à l'Yron en « Communauté de communes du chardon Lorrain » ;

CONSIDÉRANT que le périmètre de la communauté de communes du chardon Lorrain est compris dans le périmètre du SCOT du Sud Meurthe-et-Moselle et du SCOT nord Meurthe-et-Mosellan

CONSIDÉRANT que la majorité de la population de la communauté de communes du chardon Lorrain est comprise dans le périmètre du SCOT du Sud Meurthe-et-Moselle et que l'organe délibérant de la communauté ne s'est pas prononcé pour son appartenance au syndicat mixte chargé de la gestion du SCOT nord meurthe-et-mosellan dans un délai de 6 mois, les communes appartenant à la communauté sont retirées du syndicat emportant réduction du périmètre du SCOT correspondant.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Est constatée, la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan comprenant les territoires des collectivités suivantes :

Les établissements publics de coopération intercommunale :

- Communauté de communes du pays de Longuyon,
- Communauté de communes des deux Rivières,
- Communauté de communes de l'agglomération de Longwy,
- Communauté de communes du pays Audunois,
- Communauté de communes de l'EPCI du bassin de Landres,
- Communauté de communes du pays de Briey,
- Communauté de communes du Jarnisy,
- Communauté de communes du Pays de l'Orne,

Les communes :

- BATILLY
- FILLIERES
- SAINT-AIL
- TIERCELET
- VILLERS-LA-MONTAGNE

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le sous-préfet de Verdun, Mmes et MM les maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale retenus dans le périmètre, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera affiché, pendant un mois, dans les mairies des communes et communautés de communes membres, ainsi qu'au siège de l'établissement public compétent et dont mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans le Républicain Lorrain.

Nancy, le 7 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

### *Bureau des procédures environnementales*

#### **Arrêté du 30 juin 2011 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2010 portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

VU les propositions du président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle en date du 20 juin 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 1 de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit, pour ce qui concerne les membres du 3ème groupe : représentants des professionnels :

- Chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

Titulaire  
M. Alain EVEN

Suppléant

**Article 2 :** La durée du mandat du membre visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

**Article 3 :** Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 4 :** Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
François MALHANCHE

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**  
*Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.63 du 7 juillet 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU l'arrêté préfectoral N°11.BI.03 du 17 janvier 2011 modifié par l'arrêté préfectoral N°11.BI.44 du 28 février 2011, accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

**2) Réquisition de logements**

**3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 27 novembre 1996) ;
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 27 novembre 1996).

**4) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963) ;
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route) ;
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

**5) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

**6) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

**1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;**

**2) Passeports ;**

**3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).**

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

**1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;
- fixation des dates limites :
  - \* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;
  - \* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;
  - \* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints ;
  - 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville.
  - 4) Limites territoriales :
    - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
    - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.
  - 5) Intercommunalité :
    - création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
    - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;
    - autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;
    - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
    - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

#### V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;
- 2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

#### VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques ;
- 2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### VII – ENVIRONNEMENT

##### Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural).

#### VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :
  - des fonds structurels européens
  - des subventions d'état : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).
- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).
- 3) Toutes correspondances relatives à la mission d'animation de l'espace rural et à l'instruction des dossiers consécutifs à cette mission, définie par la lettre de mission du 15 novembre 2007 et complétée le 5 juillet 2010.

#### IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis ;
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

**Article 2 :** Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, et de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FRÉGIERS, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Mlle Anne-Lise LURON et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratives de classe normale.

**Article 3 :** Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires ;
- de permis étrangers dont la conversion est possible ;
- de permis internationaux.

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

- \* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;

- \* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

**Article 6 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'OPH de Lunéville.

**Article 7 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

**Article 8 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à M. Bernard FRÉGIERS, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, Mlle Anne-Lise LURON et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratives de classe normale.

**Article 9 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. SAFFREY et de M. Hubert ESPIASSE, la suppléance de M. Philippe SAFFREY est assurée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY.

**Article 10 :** L'arrêté préfectoral N°11.BI.03 du 17 janvier 2011 et l'arrêté préfectoral modificatif N°11.BI.44 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sont abrogés.

**Article 11 :** Le secrétaire général de la préfecture et M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de LUNEVILLE et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 7 juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

## **Arrêté préfectoral n° 11.BI.64 du 7 juillet 2011 accordant délégation de signature à l'agent de permanence pour le week-end de l'Assomption 2011**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision d'affectation du 13 février 2006 nommant M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

### **ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée dans le cadre de la permanence du week-end de l'Assomption, du vendredi 12 août 2011 à 18h00 au lundi 15 août 2011 à 18h00, à M. Pascal SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et M. Pascal SEYLLER sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au directeur de cabinet et à la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 7 juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**  
**DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-042 en date du 30 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A 31, du PR 230+000 au PR 231+800**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
 VU le code de la route ;  
 VU le code de justice administrative ;  
 VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 27/06/2011 présenté par le District de Nancy ;  
 VU l'avis de APRR en date du 23/06/2011 ;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 28/06/2011 ;  
 VU l'avis du district de Nancy en date du 27/06/2011 ;  
 CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31
POINTS REPÈRES PR ET SENS	PR 229+900 au PR 233+200 deux sens
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement PR 230,000 au PR 231,800 sens Paris-Nancy
PERIODE GLOBALE	04 au 08 juillet 2011
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris/Nancy Neutralisation VG sens Nancy/Paris Basculement circulation sens Paris/Nancy sur le sens Nancy/Paris Vitesse limitée à 50 km/h dans le basculement et 70 km/h en section courante. interdiction de doubler
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE District de Nancy : - CEI de Fléville
	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	04 juillet 2011	AK5 PR 10,000 RN4 sens 1	Neutralisation Voie de droite sens Paris/Nancy	Itinéraire de déviation  Dans le cadre des travaux, les bretelles de Dijon/Nancy (APRR) et Valcourt-Toul/ Nancy seront fermées à la circulation
	au	AK5 PR 233,200 A31 sens 2	Neutralisation Voie de Gauche sens Strasbourg/Paris	déviations Bretelle Dijon/Nancy (APRR)



	08 juillet 2011  de 20h30 à 7h00	ITPC 229,900 A31    ITPC 232,100	Basculement circulation sens Paris/ Nancy sur le sens Nancy/Paris voie de gauche	les usagers sont invités à prendre la bretelle Dijon/Paris section courante de la RN4 jusqu'à l'échangeur de Vaucouleurs RD 960, bretelle Nancy/Ecrouves, RD 960, bretelle Ecrouves/ Nancy, RN 4 puis A31 direction Nancy-Metz par le basculement de circulation.  déviation Bretelle Valcourt-Toul / Nancy  les usagers de la RD 674 arrivant de Neufchâteau seront invités à rester sur la RD 674 direction Toul jusqu'au carrefour des grands moulins, RD 400 avenue Foch direction Nancy par A 31, les usagers venant d'Ecrouves seront invités à rester sur la RD 400 avenue Foch direction Nancy par l'A 31. Au niveau de l'avenue Jean Jaurès un panneau d'information sera installé pour la fermeture d'accès vers Nancy, les usagers seront invités à faire demi- tour. De nuit l'accès Nancy par la bretelle Valcourt- Toul est peu fréquenté.  Aire de service des mirabelliers fermée
--	--	--	---	--

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de VALCOURT ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de VALCOURT

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG est COLAS,
- Monsieur le Directeur de société APRR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 30 juin 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-043 en date du 30 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité d'écrans motocycliste sur la RN 4, au PR 35+000 et PR 38+800**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 9/05/2011 ; 10/06/2011 et 29/06/2011 présenté par le District de Nancy ;

VU l'information du CG 54

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 16/05/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 9/05/2011 ; 10/06/2011 et 29/06/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4 et 59	
POINTS DE REPÈRES	PR 35 et 38+800	Sens: 1 ou 2
SECTION	Bretelles de sortie de l'échangeur Lunéville-Centre + Bretelle Saint-Dié Nancy	
NATURE DES TRAVAUX	Dépose et remplacement d'écrans moto.	
PÉRIODE GLOBALE	Entre 4 et 8 juillet 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Déviations des transit via réseau DIRE et échangeurs suivants	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	À la charge de : CEI	Mise en place par : CEI

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	SIGNALISATION ET DÉVIATION POSÉE LE :
	04/07/2011	Bretelle 1 échangeur Lunéville centre – N 4 ;	Dépose, évacuation, approvisionnements et pose des matériels neufs	la circulation sera déviée par la RN R 59 et l'échangeur de Fraimbois/Gerbéviller avec implantation d'un balisage de déviation et retour vers la bretelle St Dié-Nancy
	07/07/2011	Bretelle 3 échangeurs Lunéville centre – N 4 ;	Dépose, évacuation, approvisionnements et pose des matériels neufs	la circulation sera déviée jusqu'à l'échangeur des Sables (l'échangeur Lunéville-Centre étant moins sûr pour faire un demi-tour et il y a 1 500m entre les deux échangeurs)
	08/07/2011	Bretelle 3 échangeur N59-N4	Dépose, évacuation, approvisionnements et pose des matériels neufs	la circulation est déviée sur la RN 4 jusqu'à l'échangeur suivant de Thiébauménil et retour vers Nancy par le sens 2

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Lunéville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Lunéville

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 30 juin 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-045 en date du 1er juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un PMV sur la RN 59, au PR 6+800**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 30/06/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » en date du 30/06/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 30/06/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 59	
POINTS REPÈRES PR ET SENS SECTION	Sens 2 PR6+800 2X2	
NATURE DES TRAVAUX	Pose d'un PMV	
PERIODE GLOBALE	05/07/11	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement et fermeture de la bretelle de sortie de Gerbeviller dans le sens 2	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Pour toutes les phases du chantier	Mardi 5 juillet de 9h à 16h	Sens 1 AK5 PR4+040	Neutralisation de la voie de gauche	Fermeture bretelle Saint-Dié-Gerbeville les usagers continueront sur la RN 59 jusqu'au giratoire de la RN 59 à Moncel-lès-Lunéville, et reprendront la RN 59 dans le sens 1 pour sortir à l'échangeur de Gerbeville
		Sens 2 AK5 PR 8+330	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC 6+980		
		ITPC 5+230	Basculement sens 2 sur le sens 1	

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Moncel-lès-Lunéville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Moncel-lès-Lunéville,

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 1er juillet 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-049 en date du 8 juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la RN 52, des PR : PR 7+800 au 3+000 sens Longwy/Metz - PR 3+300 au 8+800 sens Metz/Longwy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de

police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 30/06/2011 présenté par le district de Metz ;

VU l'information du commissariat de villerupt et du CG 54 en date du 28/juin/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 4 juillet 2011

VU l'avis du district de Metz en date du 30/06/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52
POINTS REPERES (PR)	Chantier 1 : PR 7+800 à 3+000, sens 2 Chantier 2 : PR 3+300 à 8+800, sens 1
SENS	Chantier 1 : Belgique ==> Metz Chantier 2 : Metz ==> Belgique
SECTION	Section courante + bretelles des échangeurs de Bréhain-la-Ville et Tiercelet
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement entre les PR 3+000 et PR 8+800 Création d'un accotement stabilisé. Remplacement des boucles de comptages.
PERIODE GLOBALE	Du lundi 11 juillet au vendredi 02 septembre 2011
SYSTEME D'EXPLOITATION	* PHASE I : Basculement total 1+1 et 0 du sens Belgique-Metz sur le sens Metz-Belgique * PHASE II : Basculement total 1+1 et 0 du sens Metz-Belgique sur le sens Belgique-Metz
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE/HEURE	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
I-1.1	Du lundi 11 juillet 2011 à 9h00 au mercredi 13 juillet 2011 à 19h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150  Sens 2 AK5 PR 11+250	- Ouverture des ITPC PR 2+450 et 9+000 par neutralisation des voies de gauche dans les 2 sens.  - Basculement total 1+1 et 0 dans le sens Belgique-Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, fermeture des bretelles de sorties des échangeurs de Tiercelet, Bréhain-la-Ville et Crusnes.  - Dans le sens Belgique-Metz, fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Villers-la-Montagne, Tiercelet, Bréhain-la-Ville et Crusnes.	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse de 110 km/h à 70 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter les sorties des échangeurs de Tiercelet, Bréhain-la-Ville, Crusnes seront invités à utiliser la sortie de l'échangeur d'Aumetz, puis de reprendre la N-52 en direction de Longwy.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Villers-la-Montagne seront invités à se diriger par la RD26b sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Tiercelet seront invités à se diriger par la RD125 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Bréhain-la-Ville seront invités à se diriger par la RD27 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de

				l'échangeur de Crusnes seront invités à se diriger par la RD521 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.
I-1.2	Du mercredi 13 juillet 2011 à 19h00 au lundi 18 juillet 2011 à 9h00.	Sens 2 AK5 PR 11+250	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 110 km/h à 70 km/h.
I-2.1	Du lundi 18 juillet 2011 à 9h00 au vendredi 22 juillet 2011 à 19h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150  Sens 2 AK5 PR 11+250	- Ouverture des ITPC PR 2+450 et 9+000 par neutralisation des voies de gauche dans les 2 sens.  - Basculement total 1+1 et 0 dans le sens Belgique-Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, fermeture des bretelles de sorties des échangeurs de Tiercelet, Bréhain-la-Ville et Crusnes.  - Dans le sens Belgique-Metz, fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Villers-la-Montagne, Tiercelet, Bréhain-la-Ville et Crusnes.	- Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse de 110 km/h à 70 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter les sorties des échangeurs de Tiercelet, Bréhain-la-Ville, Crusnes seront invités à utiliser la sortie de l'échangeur d'Aumetz, puis de reprendre la N-52 en direction de Longwy.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Villers-la-Montagne seront invités à se diriger par la RD26b sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Tiercelet seront invités à se diriger par la RD125 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Bréhain-la-Ville seront invités à se diriger par la RD27 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.  - Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Crusnes seront invités à se diriger par la RD521 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.
I-2.2	Du vendredi 22 juillet 2011 à 19h00 au lundi 25 juillet 2011 à 9h00.	Sens 2 AK5 PR 11+250	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 110 km/h à 70 km/h.

I-3.1	Du lundi 25 juillet 2011 à 9h00 au vendredi 29 juillet 2011 à 19h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150  Sens 2 AK5 PR 11+250	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des ITPC PR 2+450 et 9+000 par neutralisation des voies de gauche dans les 2 sens.</li> <li>- Basculement total 1+1 et 0 dans le sens Belgique-Metz.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, fermeture des bretelles de sorties des échangeurs de Tiercelet, Bréhain-la-Ville et Crusnes.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Villers-la-Montagne, Tiercelet, Bréhain-la-Ville et Crusnes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse de 110 km/h à 70 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter les sorties des échangeurs de Tiercelet, Bréhain-la-Ville, Crusnes seront invités à utiliser la sortie de l'échangeur d'Aumetz, puis de reprendre la N-52 en direction de Longwy.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Villers-la-Montagne seront invités à se diriger par la RD26b sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Tiercelet seront invités à se diriger par la RD125 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Bréhain-la-Ville seront invités à se diriger par la RD27 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.</li> <li>- Dans le sens Belgique-Metz, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Crusnes seront invités à se diriger par la RD521 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Haucourt-Moulaine pour reprendre la N 52 vers Metz.</li> </ul>
II-1.1	Du lundi 1er août 2011 à 9h00 au vendredi 05 août 2011 à 19h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150  Sens 2 AK5 PR 11+250	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des ITPC PR 2+450 et 9+000 par neutralisation des voies de gauche dans les 2 sens.</li> <li>- Basculement total 1+1 et 0 dans le sens Belgique-Metz.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, fermeture des bretelles de sorties des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet et Villers-la-Montagne.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville et Tiercelet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse de 110 km/h à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter les sorties des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet et Villers-la-Montagne seront invités à utiliser la sortie de l'échangeur d'Haucourt-Moulaine, puis de reprendre la N-52 en direction de Longwy.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Crusnes seront invités à se diriger par la RD521 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Bréhain-la-Ville seront invités à se diriger par la RD27 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Tiercelet seront invités à se diriger par la RD125 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Villers-la-Montagne seront invités à se diriger par la RD26b sur la N-52 en direction</li> </ul>

				de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.
II-2.1	Du lundi 22 août 2011 à 9h00 au vendredi 26 août 2011 à 19h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150  Sens 2 AK5 PR 11+250	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des ITPC PR 2+450 et 9+000 par neutralisation des voies de gauche dans les 2 sens.</li> <li>- Basculement total 1+1 et 0 dans le sens Belgique-Metz.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, fermeture des bretelles de sorties des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet et Villers-la-Montagne.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville et Tiercelet.</li> </ul>	<p>Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse de 110 km/h à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter les sorties des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet et Villers-la-Montagne seront invités à utiliser la sortie de l'échangeur d'Haucourt-Moulaine, puis de reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Crusnes seront invités à se diriger par la RD521 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Bréhain-la-Ville seront invités à se diriger par la RD27 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Tiercelet seront invités à se diriger par la RD125 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Villers-la-Montagne seront invités à se diriger par la RD26b sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p>
II-2.2	Du vendredi 26 août 2011 à 19h00 au lundi 29 août 2011 à 9h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Metz-Belgique avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
II-3.1	Du lundi 29 août 2011 à 9h00 au vendredi 02 septembre 2011 à 19h00.	Sens 1 AK5 PR 0+150  Sens 2 AK5 PR 11+250	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des ITPC PR 2+450 et 9+000 par neutralisation des voies de gauche dans les 2 sens.</li> <li>- Basculement total 1+1 et 0 dans le sens Belgique-Metz.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, fermeture des bretelles de sorties des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet et Villers-la-Montagne.</li> <li>- Dans le sens Metz-Belgique, fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville et Tiercelet.</li> </ul>	<p>Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse de 110 km/h à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter les sorties des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet et Villers-la-Montagne seront invités à utiliser la sortie de l'échangeur d'Haucourt-Moulaine, puis de reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Crusnes seront invités à se diriger par la RD521 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz, pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Bréhain-la-Ville seront invités à se diriger par la RD27 sur la N-52 en direction de</p>



				<p>Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz , pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Tiercelet seront invités à se diriger par la RD125 sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz , pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p> <p>- Dans le sens Metz-Belgique, les usagers désirant emprunter la bretelle d'accès de l'échangeur de Villers-la-Montagne seront invités à se diriger par la RD26b sur la N-52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur d'Aumetz , pour reprendre la N-52 en direction de Longwy.</p>
--	--	--	--	---

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Villerupt ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle et Monsieur le commissaire de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Villerupt.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulin-lès-Metz, le 8 juillet 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Par intérim l'Adjointe de la Division d'Exploitation de Metz,  
Véronique CARPENTIER

**Arrêté n° 2011-DIR-Est -M-54-050 en date du 8 juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de protection acoustique sur A 33 (Ville en Vermois), du PR 13+4000 au 17+900**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 24/06/2011 présenté par le SIR lorrain ETN3 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 8/07/2011 ;

VU l'information du district de Nancy en date du 23/06/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2** : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPÈRES PR ET SENS	Du PR 13+400 au PR 17+900 environ SENS +	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Réalisation d'un écran anti-bruit sur 860 m de long environ, au droit de l'OA supportant la RD112 (PR15+850 - Ville-en-Vermais)	
PERIODE GLOBALE	Dates prévisionnelles des Travaux : du 18/07/2011 au 04/11/2011 Soit un délai d'exécution global de 4 mois. Ces dates prévisionnelles ne prennent pas en compte les périodes d'intempéries.	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation , vitesse limitée à 90km/h au droit du chantier et 50 km/h dans le basculement, interdiction de doubler Schémas types CF122a; CF111 et B100b adaptés	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : Entreprise titulaire pour la signalisation au droit des travaux - AXIMUM A LA CHARGE DE : DIR/EST – District de Nancy – CEI de Fléville -Uniquement PHASE 1	MISE EN PLACE PAR: Entreprise titulaire – AXIMUM  MISE EN PLACE PAR: CEI de Fléville -Uniquement PHASE 1

**Article 3** : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DISPOSITION D'EXPLOITATION
1	18 et 19/07/11	PR 13+400 à 17+900, sens Strasbourg	Travaux de nuit de 20h30/6h Mise en place de la signalisation	Basculement de la circulation dans le sens direction Nancy au ITPC 14+500 et 16+700.
2	Du 20/07 au 28/10	PR 14+000 à 17+900, sens Strasbourg	Travaux de jour Réalisation des écrans acoustiques	Neutralisation BAU, PT réduit, BT4, 90km/h
3	Du 28/10 au 4/11 2011	PR 13+400 à 17+900, sens Strasbourg	Dépose de la signalisation et réalisation de la GBA de nuit de 20h30 à 6h	Basculement de la circulation dans le sens direction Nancy au ITPC 14+500 et 16+700.

**Article 4** : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5** : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ville en Vermais ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6** : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7** : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9** : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10** : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Ville en Vermais.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,  
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,  
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,  
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,  
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,  
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,  
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,  
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.  
Moulins-lès-Metz, le 8 juillet 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Par intérim l'Adjointe de la Division d'Exploitation de Metz,  
Véronique CARPENTIER

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### *Cellule personnes âgées*

#### **Arrêté ARS n° 2011-260 du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile de JARNY**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU la loi Hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;  
VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;  
VU l'article L.1432-2 du code de la santé publique ;  
VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle DDASS/SSA n° 2725 du 7 novembre 2005 autorisant l'extension de capacité de 36 places à 41 places pour personnes âgées du service de soins infirmiers à domicile de Jarny à compter du 1er décembre 2005 ;  
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;  
VU le schéma gériatrique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;  
VU la demande présentée le 3 février 2011 par le centre intercommunal d'action sociale de la communauté de communes du Jarnisy à l'effet de porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 41 à 46 places, soit une extension non importante de 5 places pour personnes âgées ;

#### CONSIDÉRANT :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gériatrique sur le territoire de santé de Meurthe-et-Moselle et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;
- que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) ;
- que l'autorisation d'extension de capacité de 5 places pour personnes âgées présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2010 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le centre intercommunal d'action sociale de la communauté de communes du Jarnisy, situé Espace Gilbert Schwartz – entrée B – 5 rue Clément Humbert – BP 75 – 54802 JARNY cedex, est autorisé à augmenter de 5 places pour personnes âgées la capacité de son service de soins infirmiers à domicile, à compter du 1er juillet 2011.

**Article 2 :** A compter du 1er juillet 2011, la capacité globale du service de soins infirmiers à domicile de JARNY est fixée à 46 places pour personnes âgées.

**Article 3 :** La localisation et la zone d'intervention géographique du service de soins infirmiers à domicile de JARNY sont inchangées.

**Article 4 :** La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

**Article 5 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 6 :** Le service de soins infirmiers à domicile de JARNY est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 701 0

Code statut juridique : 17 « CCAS »

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 285 3

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Capacité : 46

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Capacité : 46

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Capacité : 46

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

Capacité : 46

**Article 7 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 place Carrière – 54036 NANCY cedex, dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Article 8 :** Madame la directrice générale de l'agence régionale de santé de Lorraine par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont copie sera adressée au centre intercommunal d'action sociale de la communauté de communes du Jarnisy, situé Espace Gilbert Schwartz – entrée B – 5 rue Clément Humbert – BP 75 – 54802 JARNY cedex.

Nancy, le 6 juillet 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé par intérim,  
Marie-Hélène MAITRE

*Etablissements de santé***Arrêté ARS-DT 54 N° 77/2011 du 7 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
 VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
 VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
 VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
 VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
 VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
 VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté ARS/DT 54 N°36 /2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2011 ;  
 VU l'arrêté ARS n° 2011/208 en date du 16 mai 2011, portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé de lorraine, par intérim ;  
 VU le courrier d'approbation du 7 juillet 2011 de la directrice générale de l'agence régionale de Santé de Lorraine, par intérim ;

**ARRETE**

**Article 1er :** A partir du 1er juillet 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

**Hospitalisation complète**

13 : Psychiatrie générale	531,00 €
15 : Psychiatrie infanto-juvénile-unité de soins Horizon	660,00 €
14 : Psychiatrie infanto-juvénile-unités de soins Glacis et Brabois	559,00 €
16 : Centre d'accueil et de crise (U.A.U.P.)	850,00 €
17 : Soins post aigus	309,00 €
33 : Accueil familial thérapeutique	228,00 €
34 : Centre de post-cure	435,00 €

**Hospitalisation incomplète**

54 : Hôpital de jour psychiatrique	369,00 €
60 : Hospitalisation de nuit	263,00 €
70 : Hospitalisation à domicile	239,00 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre psychothérapique de Nancy-Laxou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 L'Animateur Territorial,  
 Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 78/2011 du 7 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
 VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
 VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
 VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
 VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
 VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
 VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté ARS/DT 54 N°24 /2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 ;  
 VU l'arrêté ARS n° 2011/208 en date du 16 mai 2011, portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé de lorraine, par intérim ;  
 VU le courrier d'approbation du 29 juin 2011 de la directrice générale de l'agence régionale de Santé de Lorraine, par intérim ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A partir du 1er juillet 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète

12 : Chirurgie	1 420,00 €
20 : Spécialités coûteuses	2 270,00 €

Hospitalisation de jour

90 : Chirurgie ambulatoire	1 350,00 €
----------------------------	------------

**Article 2** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le S.I.N.C.A.L. d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 50.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

Chirurgie

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Secrétaire général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 79/2011 du 7 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : NANCY 540 009 701 - FLAIVIGNY 540 013 737 - LAY-SAINT-CHRISTOPHE 540 009 412**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS/DT 54 N°35/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'institut régional de réadaptation pour l'exercice 2011 ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/208 en date du 16 mai 2011, portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé de lorraine, par intérim ;

VU le courrier d'approbation du 4 juillet 2011 de la directrice générale de l'agence régionale de Santé de Lorraine, par intérim ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A partir du 1er juillet 2011 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète

30 : Soins de suite et réadaptation	599,49 €
-------------------------------------	----------

Hospitalisation de jour

50 : Forfait de réadaptation de soins externes	143,59 €
55 : Hospitalisation à temps partiel de jour	251,38 €

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'institut régional de réadaptation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
L'Animateur Territorial,  
Martine RICARD

**SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE**

**Arrêté n° 250/2011 en date du 27 juin 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY - Département de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 17 juin 2011 proposant le remplacement de Monsieur Jean-Marie CROVISIER par Madame Miriam AUBERT en qualité de représentante des organisations syndicales ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire, 29 avenue du maréchal de Lattre de Tassigny – 54035 Nancy cedex établissement public de santé de ressort régional est composé des membres ci-après :

I Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur André ROSSINOT, Maire de la commune de Nancy, ancien Ministre ;
- Madame Valérie LEVY-JURIN, représentante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Monsieur Mathieu KLEIN, représentant du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur François LAVERGNE, représentant le conseil général de la Moselle ;
- Monsieur Christophe CHOSEROT, représentant du conseil régional de Lorraine ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Nathalie FUGER, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT et Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKY, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Alex GORGE et Madame Miriam AUBERT, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Jean-Pierre FINANCE et Monsieur Yves KESSLER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
- Madame Nathalie TRABUCCO (APF) et Monsieur Jean-Paul LACRESSE (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- Madame Danièle SOMMELET, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle

II Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de NANCY
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy (si cette structure existe)
- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle représentant des familles de personnes accueillies en USLD ou EHPAD (poste à pourvoir)

Pour le CHU :

- Le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical

**Article 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

**Article 4 :** La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juin 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de la Santé par intérim,  
Marie-Hélène MAITRE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

#### Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/286 du 28 juin 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de COURBESSEAUX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 1997 portant institution de l'association foncière de COURBESSEAUX ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de COURBESSEAUX en date du 12 janvier 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de COURBESSEAUX en date du 13 avril 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de COURBESSEAUX ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 17 mai 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de COURBESSEAUX, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 13 avril 2011, sont approuvés.

**Article 2 :** Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de COURBESSEAUX, adressé au président de l'association foncière de COURBESSEAUX, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 28 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### **Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/287 du 28 juin 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de PARROY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
 VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 07 janvier 1970 portant institution de l'association foncière de PARROY ;  
 VU la proposition du bureau de l'association foncière de PARROY en date du 17 novembre 2010 ;  
 VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de PARROY en date du 02 décembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
 VU les statuts de l'association foncière de PARROY ;  
 VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 12 avril 2011 ;  
 SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de PARROY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 02 décembre 2010, sont approuvés.

**Article 2** : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de PARROY, adressé au président de l'association foncière de PARROY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 28 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Sous-Préfet de Lunéville,  
 Philippe SAFFREY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### **Arrêté n° 293 du 1er juillet 2011 portant ouverture et de clôture de la chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle - campagne 2011-2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le décret n° 2011-611 du 31 mai 2011 relatif aux dates spécifiques de chasse au sanglier en battue ;  
 VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;  
 VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 07 février 1994 modifié instaurant un plan de chasse faisan sur une partie du département ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse perdrix grise sur une partie du département ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse lièvre sur une partie du département ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 modifié relatif au plan de chasse « sanglier » et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;  
 VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle du 15 juin 2011 ;  
 VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 16 juin 2011 ;  
 SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 25 septembre 2011 à 08 heures et celle de la clôture générale le 29 février 2012 au soir.

**La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 25 septembre 2011 à 08 heures au 29 février 2012 au soir.**

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2011 au 31 mars 2012.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2011 au 15 janvier 2012.

**Article 2** : Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf	01.09.2011	29.02.2012	Du 01.09.11 au 24.09.11 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.  Du 25.09.11 au 14.10.11 :

			<p>tir du cerf (CEM1 et CEM2) tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût.</p> <p>Du 15.10.11 au 29.02.12</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours,</li> <li>➤ en battue : cf. article 3</li> </ul>
Chevreuil Mâle Femelle	01.06.2011 25.09.2011	29.02.2012 29.02.2012	<p>- Du 01.06.11 au 24.09.11 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</p> <p>- Du 25.09.11 au 29.02.12 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours,</li> <li>• Tir en battue : cf. article 3</li> </ul>
Sanglier	01.06.2011	29.02.2012	<p>Du 01.06.11 au 14.07.11:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;</li> </ul> <p>Du 15.07.11 au 14.08.11 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tir à l'approche et à l'affût,</li> <li>▪ Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C.</li> </ul> <p>Sur autorisation préfectorale individuelle. Les bénéficiaires de l'ouverture anticipée du sanglier devront établir le bilan des effectifs prélevés avant le 15 Septembre de la même année.</p> <p>Du 15.08.11 au 24.09.11 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tir à l'approche et à l'affût,</li> <li>▪ Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C.</li> </ul> <p>Du 25.09.11 au 29.02.12 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tir à l'approche et à l'affût</li> <li>▪ Tir en battue : cf. article 3.</li> </ul>
Faisan	25.09.2011	01.01.2012	<p>Chasse du faisan :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ interdite sur certaines communes (cf. article 4)</li> <li>➤ secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus</li> <li>➤ sans formalité particulière sur le reste du département.</li> </ul>
Lièvre	15.10.2011 16.10.2011	20.11.2011 23.10.2011	<p>- Chasse du lièvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus</li> <li>➤ hors plan de chasse : <ul style="list-style-type: none"> <li>- interdite sur certaines communes (cf. article 4)</li> <li>- sans formalité particulière sur le reste du département.</li> </ul> </li> </ul>
Perdrix grise	25.09.2011	16.10.2011	<p>- Chasse de la perdrix grise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ interdite sur certaines communes (cf. article 4)</li> <li>➤ secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus</li> <li>➤ sans formalité particulière sur le reste du département.</li> </ul>
Perdrix rouge	25.09.2011	01.01.2012	<p>Du 01.06.11 au 14.07.11:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tir à l'approche et à l'affût sur</li> </ul>



Lapin de garenne	25.09.2011	31.01.2012	<p>autorisation préfectorale individuelle ;</p> <p>Du 15.07.11 au 14.08.11 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tir à l'approche et à l'affût,</li> <li>Tir en battue en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C.</li> </ul> <p>Sur autorisation préfectorale individuelle. Les bénéficiaires de l'ouverture anticipée du renard devront établir le bilan des effectifs prélevés avant le 15 Septembre de la même année.</p> <p>Du 15.08.11 au 24.09.11 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tir à l'approche et à l'affût,</li> <li>Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier.</li> </ul> <p>Du 25.09.11 au 29.02.12 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tir à l'approche et à l'affût</li> <li>Tir en battue : cf. article 3.</li> </ul>
Renard	01.06.2011	29.02.2012	
Blaireau	)		
Belette	)		
Hermine	( 25.09.2011	15.01.2012	
Putois	)		
Martre	)		

**Article 3 :** En ce qui concerne les battues :

- du 15.07.11 au 24.09.11 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance à la fédération départementale des chasseurs et en mairie pour affichage,

- à compter du 25 septembre, les battues sont autorisées 40 jours au plus par saison de chasse, précisés sur un calendrier déposé avant le 15 septembre (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) par chaque détenteur de droit de chasse auprès de la F.D.C. pour insertion dans son site Internet, faute de quoi les jours de chasse autorisés sont les samedis, dimanches et jours fériés.

L'envoi simultané d'un double du calendrier en mairie pour affichage, par le détenteur du droit de chasse, est obligatoire avec mention des coordonnées du responsable de la chasse.

Une fois le calendrier déposé, seules trois dates au plus pourront faire l'objet de modifications. La demande de modification devra être adressée au moins dix jours avant la date, à la F.D.C. et à la Mairie concernée.

**Article 4 :** La chasse des espèces suivantes est interdite sur les communes listées au présent article, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :

- **Faisan** sur les communes de :

ANCERVILLER, BACCARAT, BADONVILLER, BARBAS, BERTRAMBOIS, BERTRICHAMPS, BLAMONT, CIREY-SUR-VEZOUZE, DOMEVRE-SUR-VEZOUZE, FENNEVILLER, FREMONVILLE, GOGNEY, HALLOVILLE, HARBOUEY, HERBEVILLER, MERVILLER, MIGNEVILLE, MONTIGNY, MONTREUX, NEUFMAISONS, NEUVILLER-LES-BADONVILLER, NONHIGNY, PARUX, PETITMONT, PEXONNE, SAINT-AURICE-AUX-FORGES, SAINTE-POLE, TANCONVILLE, VACQUEVILLE, VENEY, VERDENAL

- **Perdrix grise** sur les communes de :

BOUILLONVILLE, ESSEY-ET-MAIZERAIS, EUVEZIN, PANNES, SAINT-BAUSSANT, THIAUCOURT-REGNEVILLE, JAULNY, ONVILLE, DOMGERMAIN, MONT-LE-VIGNOBLE, PAGNY-SUR-MOSELLE, PRENY, REMBERCOURT-SUR-MAD, THIAUCOURT-REGNEVILLE, VANDELAINVILLE, VILLECEY-SUR-MAD, WAVILLE

- **lièvre** sur les communes de : NEANT
- **gélinotte** sur toutes les communes du département.

**Article 5 :** La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,
  - membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.
- Nancy, le 1er juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2011

## RAPPELS

• **Sécurité :**

Il est fait obligation de signaler les battues, par apposition de panneaux comportant la mention « chasse en cours », sur les principaux chemins et voies desservant les zones où l'action de chasse est en cours. Cette mise en place est faite, sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur de chasse avant le début d'une action de chasse au grand gibier sous forme de battue. Les panneaux devront être retirés dès l'action de chasse terminée.

• **Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs :**

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

• **Sont interdits :**

- le tir du coq et de la poule de bruyère ;
- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agraine, soit à proximité d'abreuvoirs ;
- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement ;

• **Sont prohibés :**

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'Environnement).

• **Divers :**

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.T. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du Code de l'Environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'Union Nationale pour l'Utilisation de Chiens de Rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'Union des Fédérations Régionales des Associations Colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).

Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

### Arrêté n° 294 du 1<sup>er</sup> juillet 2011 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

VU le décret n° 2006-1503 du 29 novembre 2006 relatif à la destruction des animaux nuisibles et à l'usage des appeaux pour le grand gibier et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle du 15 juin 2011 ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 16 juin 2011 ;

CONSIDÉRANT que toutes les espèces retenues sont présentes de manière significative en Meurthe-et-Moselle et qu'elles sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés visés à l'article R 427-7 du code de l'environnement pour l'un ou pour plusieurs motifs listés ;

CONSIDÉRANT que l'étude de méthodes alternatives de régulation pour les animaux listés ci après n'a pas permis de trouver des mesures efficaces et satisfaisantes susceptibles de prévenir les dommages importants causés notamment aux activités agricoles ;

CONSIDÉRANT qu'il est indispensable de déroger à la date du 31 mars fixée par l'article R 427-21 du code de l'environnement, compte tenu des particularités de la situation locale au regard des intérêts mentionnés à ce même article ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :** La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 est fixée comme suit :

ESPÈCES	MOTIVATIONS	CONDITIONS PARTICULIÈRES
<b>1 – animaux classés nuisibles dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques</b>		
• renard	Lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• fouine	Déjections à l'intérieur des habitations et nuisances olfactives	
• ragondin – rat musqué	Possibilité de transmission de maladies (leptospirose ...)	
• corbeau freux	Nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• étourneau sansonnet	Problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	

ESPÈCES	MOTIVATIONS	CONDITIONS PARTICULIÈRES
<b>2 – animaux classés nuisibles pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles, forestières ou aquacoles</b>		
• renard	Dégâts sur petits élevages – Prédation des agneaux dans les parcs	
• fouine	Dégâts sur petits élevages	
• ragondin - rat musqué	Dégradation des rives et des digues	
• sanglier	Dégâts aux cultures	
• corbeau freux • corneille noire	Dégâts dans les cultures (semis...)	
• pie bavarde	Dégâts sur fruits et élevages familiaux	
• étourneau sansonnet	Dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
<b>3 – animaux classés nuisibles pour la protection de la flore et de la faune</b>		
• chien viverrin	Présence signalée dans le département en 1999.	
• vison d'Amérique	Présence signalée en 2002. Visons échappés d'un élevage.	
• ragondin - rat musqué	Espèces introduites	
• raton-laveur	Présence indésirable	
• étourneau sansonnet	Compétition avec les autres espèces cavernicoles plus petites pour les lieux de nidification	

**Article 2 :** Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R\* 427-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R\* 427-9 à R\* 427-24 du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié relatif aux conditions du piégeage ;

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale de chasseurs,
  - membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.
- Nancy, le 1er juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté n° 295 du 1er juillet 2011 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-1503 du 29 novembre 2006 relatif à la destruction des animaux nuisibles et à l'usage des appeaux pour le grand gibier et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juin 2011 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs du 15 juin 2011 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 16 juin 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R\* 427-18 et suivants du code de l'environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

Espèces : *fouine*

Période autorisée : néant

Espèces : *ragondin - rat musqué*

Période autorisée : du 1<sup>er</sup> mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *renard - chien viverrin - vison d'Amérique - raton-laveur*

Période autorisée : du 1<sup>er</sup> mars au 31 mars.

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : *sanglier*

Période autorisée : du 1<sup>er</sup> mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *corbeau freux - corneille noire - pie bavarde*

Période autorisée : du 1<sup>er</sup> avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

Conditions - Formalités : \* autorisation préfectorale  
\* tir à poste fixe uniquement

- \* tir dans les nids interdit
- \* utilisation du grand duc artificiel autorisé

Espèce : *étourneau sansonnet*

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures

Conditions - formalités :  
 \* sur autorisation préfectorale  
 \* tir à poste fixe uniquement

**Article 2** : Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

**Article 3** :- Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,
  - membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.
- Nancy, le 1er juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**DEMANDE D'AUTORISATION DE DESTRUCTION A TIR D'ANIMAUX NUISIBLES**  
**PERIODE ALLANT du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012**

Je soussigné (1) .....  
 demeurant à .....  
 agissant en qualité de : (2)  
☐ Propriétaire ou possesseur ☐ Délégué du propriétaire (joindre une copie de la délégation écrite)  
☐ Fermier ☐ Délégué du fermier (joindre une copie de la délégation écrite)

sur ..... ha dont ..... ha de bois, situés sur la ou les communes (préciser les lieux-dits) .....  
 sollicite l'autorisation de détruire à tir dans les conditions suivantes : (3)

ESPECES	PERIODE	LIEUX DE DESTRUCTION	CULTURES MENACEES (préciser la superficie)
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

Je demande l'autorisation de m'adjoindre pour ces destructions ..... tireurs (4) dont les nom, prénom et domicile sont :  
 M.....  
 M.....

*Je m'engage à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs, pour le 15 JUIN 2012 au plus tard, un compte-rendu (même négatif) des destructions réalisées.*

A ..... le .....  
 (Signature)

- (1) nom, prénom, profession  
 (2) cocher la qualité correspondante  
 (3) à remplir pour chaque espèce  
 (4) 2 maximum, sauf pour le sanglier

**ATTESTATION DU MAIRE DE LA COMMUNE**

Le Maire de la Commune de ..... atteste la qualité du demandeur.

A ..... le .....  
 (Signature et cachet de la Mairie)

**Déclaration à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle**  
**ZA Atton sud – Rue Pierre Adt – 54700 ATTON**

**Arrêté n° 296 du 4 juillet 2011 relatif à la régulation de l'Ouette d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) en Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention de Rio sur la diversité biologique du 22 juin 1992, notamment son article 8 h ;  
 VU la convention de Berne, relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe du 19 septembre 1979 ;  
 VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 411-3 et suivants, et R 411-31 et suivants ;  
 VU l'arrêté du 19 pluviôse an V concernant la chasse des animaux nuisibles ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;  
 VU l'arrêté du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;  
 VU le dossier établi par l'office national de la chasse et de la faune sauvage sur la situation de l'Ouette d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) en Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 16 juin 2011 ;  
 CONSIDÉRANT la présence avérée, croissante et envahissante de l'Ouette d'Egypte dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT les menaces que l'Ouette d'Egypte fait peser sur les écosystèmes, les habitats et les espèces locales, les dommages qu'elle est susceptible de causer à la biodiversité, aux milieux naturels, aux espèces autochtones et aux productions agricoles du département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er :** Les titulaires du droit de chasse et leurs ayants-droit, et les agents chargés de la police de la chasse sont chargés du tir de toutes les Ouettes d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) qu'ils pourront rencontrer dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2 :** Cette régulation s'effectue dans les mêmes conditions que la chasse des oies classées gibier (du premier jour de la troisième décade d'août au 10 février).

**Article 3 :** Chaque tireur dressera un état récapitulatif des Ouettes tirées, selon le modèle joint en annexe, et l'adressera au Service Départemental de l'ONCFS chaque année à la fin du mois de février.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts, la déléguée régionale de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, les agents chargés de la police de la chasse sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée :

- au directeur de la Sécurité publique,
- au colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au président de l'Association départementale des lieutenants de l'oveterie,
- au président de la Fédération départementale des chasseurs,
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau,
- aux membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**REGULATION DE L'OUETTE D'EGYPTE (*Alopochen aegyptiacus*)  
COMPTE RENDU DE PRELEVEMENT**

**Coordonnées du tireur :**

NOM et Prénom :

Adresse :

Téléphone et/ou adresse mél :

**Localisation et nature des oiseaux tirés :**

COMMUNE	Date du tir	Nombre d'oiseaux adultes	Nombre d'oiseaux juvéniles

Fait à

Signature :

**A renvoyer au plus tard à la fin du mois de février  
au Service Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONCFS  
26, Rue A. Lamartine – 54300 LUNEVILLE  
Mél : [sd54@oncfs.gouv.fr](mailto:sd54@oncfs.gouv.fr)**

**AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES**

**Arrêté n° 2011/DDT54/ADUR/006 du 5 juillet 2011 relatif à la carte communale de GOVILLER en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de GOVILLER en date du 7 juin 2010 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté 16 février 2011 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 7 mars 2011 et le 8 avril 2011 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 11 avril 2011 ;

VU la délibération du conseil municipal de GOVILLER en date du 13 avril 2011 approuvant la carte communale ;

CONSIDÉRANT que le projet de carte communale porte atteinte à la gestion économe du sol, agricole et naturel, et n'assure pas un développement urbain maîtrisé, par la création de zones constructibles trop importantes au regard de la taille et des besoins de la commune (articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme).

CONSIDÉRANT que le projet, par la création de surfaces constructibles en zone constatée inondable, n'assure pas la sécurité publique (article L.110 du code de l'urbanisme) et la prévention des risques naturels prévisibles (article L.121-1 du code de l'urbanisme) alors que les autres secteurs de la commune ouverts à l'urbanisation apparaissent suffisants pour répondre aux besoins de la population et au développement de la commune.

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La carte communale de GOVILLER qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, n'est pas approuvée.

**Article 2** : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de GOVILLER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 5 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**ENERGIE, CONSTRUCTION, INGENIERIE**

**Arrêté DDT/ECI/SERV-54-2011-0001 du 6 juillet 2011 portant établissement d'une servitude sur fonds privés pour la pose de canalisations d'assainissement sur le territoire de commune de COSNES-ET-ROMAIN pour le compte du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de LONGWY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural et notamment ses articles L.152-1 et L.152-2 et R.152-1 à R.152-15 relatifs à la création de servitudes sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R.11-22 à R.11-23 ;

VU la loi du 29 Décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy du 29 avril 2010 sollicitant l'établissement des servitudes sur fonds privés pour la pose d'un collecteur eaux pluviales sur le territoire de la commune de Cosnes-Et-Romain au titre du code rural et de la pêche maritime ainsi qu'une autorisation temporaire d'occupation des terrains sur une bande de 8 mètres sur le tracé de la conduite et pour la durée des travaux ;

VU les pièces du dossier présenté à l'appui de la demande et comprenant les documents énumérés à l'article R.152-4 du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'avis de M, le directeur départemental des Territoires en date du 15 avril 2011, chargé du contrôle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2011 prescrivant l'enquête ;

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête du 29 avril 2011 a été affiché dans la commune de Cosnes-Et-Romain ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 30 mai 2011 au 8 juin 2011 inclus dans la commune susvisée ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur à l'exécution du projet ;

CONSIDÉRANT que pour des raisons de sécurité des personnes et de salubrité publique le renforcement du réseau situé dans la commune de Cosnes-et-Romain est nécessaire depuis la rue du Jura jusqu'au bassin de pollution..

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy est autorisée

1.à enfouir des canalisations publiques dans une bande de terrain de trois mètres d'emprise maximum, une hauteur minimale de 0.60 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol,

2.à essarter dans la bande de terrain ci-dessus les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation,

3.à accéder aux terrains dans lesquels la conduite est enfouie ; les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès,

4.à effectuer les travaux d'entretien et de réparations.

5.à occuper de manière temporaire la bande de trois mètres grevée de servitude, ainsi qu'une bande de cinq mètres de largeur à répartir de façon variable de part et d'autre de la bande de trois mètres. L'occupation temporaire ne pourra excéder 8 mètres au total

6.à occuper de manière temporaire la surface nécessaire pour réaliser le puits d'entrée du forage sur une surface de 8 mètres de large sur 14 mètres de longueur..

**Article 2** : Les propriétaires et leurs ayants-droits devront s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement de la canalisation.

**Article 3** : Les parcelles de terrain visées au plan et à l'état parcellaire ci-annexé sont grevées de servitude de passage en vue de l'établissement d'une canalisation d'eaux pluviales.

**Article 4** : Le montant de l'indemnité due en raison de l'établissement de cette servitude sera fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 5** : La date de commencement des travaux sur les parcelles de terrain grevées d'une servitude sera portée à la connaissance des propriétaires huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter des travaux. L'indemnisation des dommages résultant des travaux sera fixée à défaut d'accord amiable, par le Tribunal Administratif de Nancy.

**Article 6** : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Cosnes-Et-Romain selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par le Maire.

L'arrêté sera en outre notifié par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires concernés par la servitude.

Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

**Article 7** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Maire de la commune de Cosnes-Et-Romain et le Président du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et, qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**  
**JEUNESSE, ÉDUCATION POPULAIRE ET SPORT**

**Arrêté DDCS/N° 2011-95 du 26 mai 2011 portant fermeture temporaire d'un accueil collectif de mineurs dans le cadre des articles L. 227-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 227-1, à 12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R227-1, R227-2, R227-4, R227-7, R227-8, R227-12, R227-14, R227-15, R227-23, R227-24, R227-25 et R227-26 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.11 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L227-1 du Code de l'action sociale et des familles « tout mineur accueilli hors du domicile de ses parents jusqu'au quatrième degré ou de son tuteur est placé sous la protection des autorités publiques »

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L227-11 du Code susvisé « le représentant de l'Etat dans le département peut adresser, à toute personne qui exerce une responsabilité dans l'accueil des mineurs mentionné à l'article L227-4 ou aux exploitants des locaux les accueillant, une injonction pour mettre fin :

- aux manquements aux dispositions prévues à l'article L227-5 ;

- aux risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs que présentent les conditions de leur accueil ;

- aux manquements aux dispositions relatives au projet éducatif prévues à l'article L227-4 ;

- aux manquements aux dispositions prévues à l'article L133-6 et à l'article L227-10.

A l'expiration du délai fixé dans l'injonction, le représentant de l'État dans le département peut, de manière totale ou partielle, interdire ou interrompre l'accueil de mineurs mentionné à l'article L227-4, ainsi que prononcer la fermeture temporaire ou définitive des locaux dans lesquels il se déroule si la ou les personnes qui exercent une responsabilité dans l'accueil des mineurs mentionné à l'article L227-4 ou les exploitants des locaux les accueillant n'ont pas remédié aux situations qui ont justifié l'injonction ».

CONSIDÉRANT la dérogation non renouvelable accordée pour la période du 24 mars au 9 mai 2011, par Monsieur FERRE, inspecteur du service jeunesse, éducation populaire et sport de la Direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à Monsieur Jabar OUMEDDOUR, titulaire du BAFA, pour encadrer en tant que directeur l'accueil collectif de mineurs de moins de 50 enfants organisé par l'association @VENIR à 54300 LUNEVILLE ;

CONSIDÉRANT qu'à l'expiration du délai imparti par la dérogation ci-dessus, Monsieur Jabar OUMEDDOUR a été maintenu en responsabilité de direction de l'accueil collectif de mineurs, alors qu'il n'a pas effectué son stage de base BAFA.

CONSIDÉRANT que, par lettre du 19 mai 2011, le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle a enjoint au président de l'association @VENIR, de mettre fin au manquement constaté au plus tard le 25 mai 2011;

CONSIDÉRANT qu'à la date du 25 mai 2011, le président de l'association @VENIR n'a pas été en mesure de remédier à la situation ayant fait l'objet de l'injonction, qu'en conséquence, l'accueil prévu est non conforme aux dispositions réglementaires en vigueur au titre des normes de qualification et présente ainsi des risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs susceptibles d'être accueillis ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'accueil collectif de mineurs sans hébergement enregistré sous le n° 0540698CL000110 organisé dans les locaux situés, 4 rue de la République à LUNEVILLE (54300) par l'association @VENIR fait l'objet d'une fermeture temporaire, à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2 :** La fermeture temporaire est décidée jusqu'à notification d'une autorisation de reprise à l'organisateur. Cette autorisation de reprise est subordonnée à la production par l'organisateur de documents attestant la fin du manquement constaté, complétés des justificatifs correspondants.

**Article 3 :** le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale,  
Daniel BOUFFIER

**Arrêté DDCS/N° 2011-99 du 22 juin 2011 portant réouverture d'un accueil collectif de mineurs dans le cadre des articles L. 227-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L227-1, à 12 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R227-1, R227-2, R227-4, R227-7, R227-8, R227-12, R227-14, R227-15, R227-23, R227-24, R227-25 et R227-26 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.11 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté DDCS N° 2011 – 95 du 26 mai 2011 portant fermeture temporaire de l'accueil collectif de mineurs sans hébergement enregistré sous le n° 0540698CL000110 organisé dans les locaux situés 4 rue de la République à LUNEVILLE (54300) par l'association @VENIR ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté du 9 février 2007 du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative prévoit : « Dans les accueils de loisirs accueillant moins de cinquante mineurs, les fonctions de direction peuvent être exercées par les personnes âgées de vingt et un ans au moins titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou de l'un des diplômes mentionnés à l'article 2 et justifiant au 31 août 2005 d'au moins deux expériences de direction en séjours de vacances ou accueils de loisirs d'une durée totale de vingt-huit jours dans les cinq ans qui précèdent ».

CONSIDÉRANT que le président de l'association @VENIR a remédié à la situation ayant motivé la fermeture de l'accueil collectif de mineurs par l'arrêté DDCS N° 2011-95 du 26 mai 2011, en produisant la justification de deux expériences de direction par Monsieur Jabar OUMEDDOUR, pour une durée supérieure à 28 jours dans les cinq ans qui précèdent le 31 août 2005 ;

CONSIDÉRANT la production par Monsieur Jabar OUMEDDOUR de son diplôme du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'accueil collectif de mineurs sans hébergement enregistré sous le n° 0540698CL000110 organisé dans les locaux situés, 4 rue de la République à LUNEVILLE (54300) par l'association @VENIR est autorisé à réouvrir, à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2 :** le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale,  
Daniel BOUFFIER

## SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

**Arrêté n° 8/54/AC/2011 du 26 mai 2011 concernant le renouvellement du conseil départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n°2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit,  
VU le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, notamment le livre V titre 1,  
VU le décret n°2009-1755 du 30 décembre 2009 modifiant la partie réglementaire du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre,  
VU le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, notamment son article 14,  
VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives,  
VU l'arrêté du Ministre de la Défense du 18 janvier 2011 relatif à la composition du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation,  
VU l'arrêté préfectoral n°54/19/AC/2006 du 29 août 2006 portant nomination des membres du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation,  
VU les candidatures présentées par les associations départementales d'anciens combattants et victimes de guerre du département de Meurthe-et-Moselle,  
SUR proposition du directeur du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre,

### ARRETE

**Article 1er :** Sont nommés pour quatre ans membres du conseil départemental pour les anciens combattants et les victimes de guerre et la mémoire de la Nation à compter du 1er juin 2011 :

1°) au titre du premier collège, représentant les assemblées, administrations ou organismes dont ils relèvent :

- le Préfet, Président
- Monsieur le Maire de Nancy ou son représentant
- Un membre du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le Colonel Délégué Militaire Départemental ou son représentant
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie ou son représentant
- Madame la Directrice des archives départementales ou son représentant

2°) au titre du deuxième collège, représentant les anciens combattants et victimes de guerre choisis parmi les catégories de ressortissants énumérées à l'article D.432 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre :

- M. BAILLY Richard  
224 rue du Bois le Prêtre - 54700 PONT A MOUSSON
- M. BAJOLET Jacques  
2 rue Frédéric Chopin - 54000 NANCY
- M. BOULANGER Roland  
61 grand rue - 54450 ANCERVILLER
- Mme CADO Jeannine  
Résidence l'Amirauté 3 rue Christophe Colomb - 54130 SAINT MAX
- M. CAYON André  
9 Boulevard Cattenoz - 54600 VILLERS LES NANCY
- M. CLAUDEL André  
13 rue d'Alsace - 54360 DAMELEVIERES
- M. KADDOUR Jean-Claude  
31 résidence Saint-Antoine - 54670 CUSTINES
- M. LANSELLE Jean-Marie  
23 rue Berveiller - 54110 VARANGEVILLE
- Colonel LEGRAND Roland  
17 rue Maria Chapdelaine - 54280 SEICHAMPS
- M. MARCHAL Armand  
45 grande rue - 54280 LANEUVELOTTE
- M. MOUREY Jean  
40 rue Georges Clemenceau - 54600 VILLERS LES NANCY
- M. NEDELEC Fernand  
26 rue Alix Le Clerc - 54000 NANCY
- M. NICOLAS Jean-Marie  
Résidence Le Vermont 43 avenue Général Leclerc - 54270 ESSEY LES NANCY
- Mme PAULY LEPAGE Huguette  
15 rue du Chanoine Boulanger - 54220 MALZEVILLE
- Mme PETIT Francine  
268 rue Gabriel Leroy - 54200 ECROUVES
- M. PIERRAT Bernard  
2 allée des rouges gorges - 54220 MALZEVILLE
- M. REMY Armand  
24 route de Pompey - 54460 LIVERDUN
- Mme ROUX Claudine  
9 bis rue Sainte-Cécile - 54000 NANCY
- M. STEMPEL Jean  
La Pelotte 1 rue du Parge - 54115 BATTIGNY
- Mme VAILLANT Anne-Marie  
78 rue Charles Oudille - 54600 VILLERS LES NANCY
- M. VASSE Henri  
2 rue du Pâquis aux Toiles - 54110 ROSIERES AUX SALINES
- M. VILAIN Maurice  
23 rue de la Bourgogne - 54940 BELLEVILLE



- M. VERON Serge  
31 rue de Reménaumont - 54600 VILLERS LES NANCY  
- M. YAZEFF Simon  
7 rue du cimetière - 54470 THIAUCOURT

3°) au titre du troisième collège, représentant les associations œuvrant pour la sauvegarde et le développement du lien entre le monde combattant et la nation et les associations représentant les titulaires de décorations :

- M. BECHER Lamaï  
9 bis rue Maurice Barrès - 54000 NANCY  
- Colonel BITSCH Daniel  
67 avenue de la libération - 54520 LAXOU  
- Général BLANC Jean-Gabriel  
5 rue Aristide Briand - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY  
- M. DUVAL-CESAR Claude  
45 avenue Général Leclerc - 54000 NANCY  
- M. MARECHAL Claude  
174 rue Charles Gounod - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY  
- M. MENNEGAND Gérald  
5 ruelle Navette - 54270 ESSEY LES NANCY  
- M. ROMBACH Jean-Pierre  
15 rue Aristide Briand - 54000 NANCY  
- M. SCHWAB Franck  
26 rue Aristide Briand - 54510 TOMBLAINE  
- M. SOLOFRIZZO Pascal  
22 avenue du Charmois Résidence Ardennes - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral n° 54/19/AC/2006 portant nomination des membres du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation est abrogé.

**Article 3 :** Le directeur du service départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à tous les membres.  
Nancy, le 26 mai 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté n° 9/54/AC/2011 du 26 mai 2011 concernant le renouvellement du conseil départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n°2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit,  
VU le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, notamment le livre V titre 1, chapitre II modifié, notamment les articles R.573 à R.577,

VU le décret en Conseil d'Etat n°2009-1755 du 30 décembre 2009 modifiant la partie réglementaire du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre,

VU le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, notamment son article 14,

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif,

VU l'arrêté du Ministre de la Défense du 18 janvier 2011 relatif à la composition du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation,

VU l'arrêté préfectoral n°54/18/AC/2006 du 29 août 2006 portant création du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation,

SUR proposition du directeur du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre,

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est créé dans le département de la Meurthe-et-Moselle, un conseil départemental pour les anciens combattants et les victimes de guerre et la mémoire de la Nation présidé par le Préfet.

**Article 2 :** Sont nommés pour 4 ans membres du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation, conformément aux dispositions de l'article R.575 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre :

1°) au titre du premier collège, représentant les assemblées, administrations ou organismes dont ils relèvent :

- un membre du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
- le Maire de la ville de Nancy ou son représentant
- le Délégué Militaire départemental ou son représentant
- l'Inspecteur d'Académie ou son représentant
- la Directrice des archives départementales ou son représentant

2°) au titre du deuxième collège, vingt-quatre membres représentant les anciens combattants et victimes de guerre choisis parmi les catégories de ressortissants énumérées à l'article D.432 (6) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

3°) au titre du troisième collège, neuf membres représentant les associations départementales les plus représentatives qui œuvrent pour la sauvegarde et le développement du lien entre le monde combattant et la nation et d'autre part, les associations représentant les titulaires de décorations.

**Article 3 :** Le conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation désigne pour la durée de son mandat deux vice-présidents choisis parmi les représentants des anciens combattants et victimes de guerre.

**Article 4 :** Le directeur du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre assiste aux réunions du conseil, soumet au Préfet les rapports présentés au conseil et exécute les délibérations de cette assemblée. Il assure le secrétariat des séances.

**Article 5 :** Le conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation se prononce sur les demandes individuelles de prêts, subventions et aides diverses aux ressortissants de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre.

**Article 6 :** Le conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation pourra également, sur proposition du Préfet, se réunir en formations restreintes pour l'examen des demandes relevant de la mission de solidarité, des demandes de délivrance du diplôme d'honneur de porte-drapeau et de subventions pour l'achat ou la rénovation de drapeaux associatifs, des demandes

d'attribution de l'insigne des victimes civiles mentionné aux articles D.306 et D.307 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des projets relatifs à la politique de mémoire dans le département.

La composition des sous groupes est définie lors de la réunion du conseil en formation plénière.

**Article 7 :** l'arrêté préfectoral n° n°54/18/AC/2006 du 29 août 2006 portant nomination des membres du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation est abrogé.

**Article 8 :** Le directeur du service départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mai 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

#### Délégation de signature à Madame Annette MARTINOT, adjoint des cadres hospitaliers, en date du 16 mai 2011

Madame Véronique ANATOLE-TOUZET,  
Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville  
Directrice du Centre Hospitalier de Briey

VU l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,  
VU les articles D. 6143-33 à D. 6143-36 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,  
VU l'arrêté ministériel en date du 27 avril 2007 nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, à compter du 2 juillet 2007,  
VU l'arrêté ministériel en date du 20 mars 2008, nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice d'hôpital, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, directrice du Centre Hospitalier de Briey à compter du 1er octobre 2007,  
VU la convention de direction commune du 4 juillet 2007 établie entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville et le Centre Hospitalier de Briey,

#### DECIDE

**Article I :** Délégation est donnée à Madame Annette MARTINOT, adjoint des cadres hospitaliers, à l'effet de signer, pour le Centre Hospitalier de BRIEY, au nom de la directrice générale, afin de répondre à l'imprévu et à l'urgence :

- les demandes de transport de corps après décès sans mise en bière

**Article II :** La présente délégation exclut les actes et relations avec la presse et les autorités de tutelle

**Article III :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.

**Article IV :** La présente délégation de signature est communiquée en application de l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.

**Article V :** La présente délégation de signature fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique.

Véronique ANATOLE-TOUZET

Directrice Générale du CHR de Metz-Thionville,  
Directrice du CH de Briey

#### Délégation de signature à Madame Christiane HANN, attachée d'administration hospitalière, en date du 16 mai 2011

Madame Véronique ANATOLE-TOUZET,  
Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville  
Directrice du Centre Hospitalier de Briey

VU l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,  
VU les articles D. 6143-33 à D. 6143-36 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,  
VU l'arrêté ministériel en date du 27 avril 2007 nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, à compter du 2 juillet 2007,  
VU l'arrêté ministériel en date du 20 mars 2008, nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice d'hôpital, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, directrice du Centre Hospitalier de Briey à compter du 1er octobre 2007,  
VU la convention de direction commune du 4 juillet 2007 établie entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville et le Centre Hospitalier de Briey,

#### DECIDE

**Article I :** Délégation est donnée à Madame HANN Christiane, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer, pour le Centre Hospitalier de BRIEY, au nom de la directrice générale, durant les périodes d'astreintes afin de répondre à l'imprévu et à l'urgence :

- tous actes nécessaires à la prise en charge des malades, les hospitalisations à la demande d'un tiers et les autorisation de sortie à durée déterminée pour les hospitalisations d'office

- tous actes nécessaires à la continuité du service public

- tous actes conservatoires nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens et au maintien en fonctionnement des installations de l'établissement

- les dépôts de plainte auprès des autorités de police et de justice

- les demandes de transport de corps après décès sans mise en bière

**Article II :** La présente délégation exclut les actes et relations avec la presse et les autorités de tutelle

**Article III :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.

**Article IV :** La présente délégation de signature est communiquée en application de l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.

**Article V :** La présente délégation de signature fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique.

Metz, le 16 mai 2011

Véronique ANATOLE-TOUZET  
Directrice Générale du CHR de Metz-Thionville,  
Directrice du CH de Briey

**Délégation de signature à Monsieur Frédéric MAILLARD, attaché d'administration hospitalière, en date du 16 mai 2011**

Madame Véronique ANATOLE-TOUZET,  
Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville  
Directrice du Centre Hospitalier de Briey

VU l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,  
VU les articles D. 6143-33 à D. 6143-36 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,  
VU l'arrêté ministériel en date du 27 avril 2007 nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, à compter du 2 juillet 2007,  
VU l'arrêté ministériel en date du 20 mars 2008, nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice d'hôpital, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, directrice du Centre Hospitalier de Briey à compter du 1er octobre 2007,  
VU la convention de direction commune du 4 juillet 2007 établie entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville et le Centre Hospitalier de Briey,

**DECIDE**

**Article I :** Délégation est donnée à Monsieur MAILLARD Frédéric, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer, pour le Centre Hospitalier de BRIEY, au nom de la directrice générale, durant les périodes d'astreintes afin de répondre à l'imprévu et à l'urgence :

- tous actes nécessaires à la prise en charge des malades, les hospitalisations à la demande d'un tiers et les autorisation de sortie à durée déterminée pour les hospitalisations d'office
- tous actes nécessaires à la continuité du service public
- tous actes conservatoires nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens et au maintien en fonctionnement des installations de l'établissement
- les dépôts de plainte auprès des autorités de police et de justice
- les demandes de transport de corps après décès sans mise en bière

**Article II :** La présente délégation exclut les actes et relations avec la presse et les autorités de tutelle

**Article III :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.

**Article IV :** La présente délégation de signature est communiquée en application de l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.

**Article V :** La présente délégation de signature fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique.  
Metz, le 16 mai 2011

Véronique ANATOLE-TOUZET  
Directrice Générale du CHR de Metz-Thionville,  
Directrice du CH de Briey

**Délégation de signature à Monsieur Gabriel DECLERCK, attaché d'administration hospitalière, en date du 16 mai 2011**

Madame Véronique ANATOLE-TOUZET,  
Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville  
Directrice du Centre Hospitalier de Briey

VU l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,  
VU les articles D. 6143-33 à D. 6143-36 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,  
VU l'arrêté ministériel en date du 27 avril 2007 nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, à compter du 2 juillet 2007,  
VU l'arrêté ministériel en date du 20 mars 2008, nommant Madame Véronique ANATOLE-TOUZET, directrice d'hôpital, directrice générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, directrice du Centre Hospitalier de Briey à compter du 1er octobre 2007,  
VU la convention de direction commune du 4 juillet 2007 établie entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville et le Centre Hospitalier de Briey,

**DECIDE**

**Article I :** Délégation est donnée à Monsieur Gabriel DECLERCK, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer, pour le Centre Hospitalier de BRIEY, au nom de la directrice générale, durant les périodes d'astreintes afin de répondre à l'imprévu et à l'urgence :

- tous actes nécessaires à la prise en charge des malades, les hospitalisations à la demande d'un tiers et les autorisation de sortie à durée déterminée pour les hospitalisations d'office
- tous actes nécessaires à la continuité du service public
- tous actes conservatoires nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens et au maintien en fonctionnement des installations de l'établissement
- les dépôts de plainte auprès des autorités de police et de justice
- les demandes de transport de corps après décès sans mise en bière

**Article II :** La présente délégation exclut les actes et relations avec la presse et les autorités de tutelle

**Article III :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.

**Article IV :** Les présentes délégations de signature seront communiquées en application de l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.

**Article V :** Les présentes délégations de signature feront l'objet des mesures de publicité prévues à l'article D 6143-35 du Code de la Santé Publique.

**Article VI :** Cette délégation annule et remplace la précédente délégation de signature.  
Metz, le 16 mai 2011

Véronique ANATOLE-TOUZET  
Directrice Générale du CHR de Metz-Thionville,  
Directrice du CH de Briey

---

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Délégation de signature du 4 juillet 2011**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de NANCY :

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,  
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

**Article 1er :** En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
  - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
  - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2 :** En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines et à Madame Rachel RUTHMANN, Directrice Adjointe à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

**Article 3 :** En l'absence de Madame Diane PETTER, de Madame Rachel RUTHMANN, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

**Article 4 :** En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Mademoiselle Lucie BERNARD
- Monsieur Philippe BOULANGÉ
- Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Frédéric GROSSE
- Madame Diane PETTER
- Madame Liliane ROUX
- Madame Rachel RUTHMANN
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Mademoiselle Julie THUILLEAUX
- Madame Isabelle VIDREQUIN
- Monsieur Philippe WERNERT
- Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame Eliane GOND
- Monsieur Gérard POLEGATO
- Monsieur Gérard THOMAS
- Monsieur Alain VIAUX

c) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS
- Monsieur Alain VIAUX
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY
- Monsieur Jean-Paul GASSMANN
- Monsieur David MARCHAL, par intérim
- Monsieur Richard PEREZ
- Monsieur Jean Louis PEROT

e) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Attaché(e)s d'Administration Hospitalière suivant(e)s de la direction de la facturation suivant(e)s :

- Madame Marie-José BICHET
- Madame Colette HOURMAN

f) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Cadres Supérieurs de Santé des pôles médicaux et médico-techniques suivants :

- Madame Christine LAVOIVRE
- Monsieur Patrick AUBLET CUVELIER
- Madame Marie-José DONO
- Madame Annie CHERY
- Madame Patricia CHANET
- Madame Françoise RICHARD
- Madame Jocelyne DAWINT
- Madame Maryline VANTINI
- Madame Isabelle CASTIN
- Madame Véronique KLEIN
- Monsieur Gilles FERQUEL
- Monsieur Michel PICHON
- Madame Eliane BAUMANN

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c), d), e) et f) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

**Article 5 :** En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 6 :** En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

**Article 7 :** Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérald UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG et Monsieur Michaël HACQUARD, Adjointes des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

**Article 8 :** En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame Rachel RUTHMANN, Directrice adjointe ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**Article 9 :** La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 10 :** Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 11 :** Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2011

Le Directeur Général,  
Président du Directoire,  
Philippe VIGOUROUX

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

##### **PREVENTION DES RISQUES**

**Document du 4 juillet 2011 listant les agents de la DREAL - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières**

Conformément aux dispositions de l'article R. 8111-8 du code du travail, les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL Lorraine, dont les noms figurent dans la liste ci-dessous, sont habilités à exercer les attributions des inspecteurs du travail en ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières de la région Lorraine, ainsi que de leurs dépendances, à l'exception des carrières situées dans le domaine de l'État mises à disposition du ministre de la défense.

Ces missions sont exercées sous l'autorité du ministre chargé du travail.

- Mme Pascale HANOCQ
- M. Robert MAZZOLENI
- M. Marc BENCIVENGA
- M. Gérard FOLNY
- Mlle Frédérique TABARY
- M. Pascal PELINSKI
- Mme Claire MERMET
- M. Denis TOUSSAINT
- M. René VILLAIN
- Mme Mélanie LOUIS-ZABETH
- M. Yvan GOBET
- M. Daniel FLEURENTIN

La présente liste annule et remplace la liste du 20 mai 2011.

Les décisions individuelles d'habilitation sont consultables au secrétariat général de la DREAL Lorraine.  
Metz, le 4 juillet 2011

Pour le Directeur,  
Pour la Chef de Division,  
L'Adjoint à la Chef de Division,  
Robert MAZZOLENI

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 32745 du 1er juillet 2011 autorisant OPI-BE à exécuter des travaux sur la commune de LONGWY**

Par arrêté préfectoral n° 32745 en date du 1er juillet 2011, OPI-BE, centre d'affaire Blénovista, rue de Maidières 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement des réseaux BT rue des Sapins, rue Nicolas Mauchamps, sur la commune de LONGWY.

---

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 52992 du 1er juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY**

Par arrêté préfectoral n° 52992 en date du 1er juillet 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du passage TB en TJ 96 kVa ALFOREAS, 53 rue Joseph Mougin, sur la commune de NANCY.

---

## AUTRES SERVICES

### FRANCE TELECOM

#### **Avis concernant la publication de travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques entre la commune de CONFLANS-EN-JARNISY (54) et la commune de FRIAUVILLE (54)**

Nous vous informons que France Télécom va procéder à des travaux et construire un nouveau réseau de communications électroniques entre la commune de Conflans en Jarnisy (code postal 54800 code INSEE 54136) et la commune de Friaucourt (code postal 54800 code INSEE 54213).

Le réseau sera créé le long de la Rue A. LEBRUN, puis de la RD15 puis de la Grande Rue et aura une longueur de 1520 m en 1 tronçon de Coordonnées Lambert d'origine X : 856293 & Y : 2446378, et de destination X : 856050 & Y : 2466879.

Ces travaux n'entrent pas dans le cadre des coordinations, enfouissements et dissimulations de réseaux et ils seront effectués en tranchée étroite conformément au règlement de voirie.

En application de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, (art. L. 49 du Code des Postes et Communications Electroniques) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010, les collectivités ou opérateurs devront faire connaître dans un délai de six semaines à compter de la présente publication, leur intérêt pour ce projet.

Sans aucune réponse dans un délai de 6 semaines suivant la publication, France Télécom procédera à l'activation de la phase opérationnelle.

La demande motivée de l'opérateur ou de la collectivité territoriale, est à adresser en lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante :

FRANCE TÉLÉCOM  
UPR Nord Est  
73 rue de la Cimaise  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Contact : Bernard Brugière Téléphone 03 90 31 00 51 Mobile 06 08 95 44 04

Mail : uprne.artquaranteneuf@orange-ftgroup.com

---

#### **Avis concernant la publication de travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques entre la commune de CHEMINOT (57) et la commune de LESMENILS (54)**

France Télécom va procéder à des travaux et construire un réseau de communications électroniques entre la commune de Cheminot (code postal 57420 code INSEE 57137) et la commune de Lesmenils (code postal 54700 code INSEE 54312).

Le réseau sera créé le long de la RD 910 et aura une longueur de 1440 m en 1 tronçon.

Coordonnées Lambert de l'origine : X = 878167 Y = 2445046 et de destination : X = 876924 Y = 2444373.

Ces travaux n'entrent pas dans le cadre des coordinations, enfouissements et dissimulations de réseaux et ils seront effectués en tranchée étroite conformément au règlement de voirie.

En application de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, (art. L. 49 du Code des Postes et Communications Electroniques) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010, les collectivités ou opérateurs devront faire connaître dans un délai de six semaines à compter de la présente publication, leur intérêt pour ce projet.

Sans aucune réponse dans un délai de 6 semaines suivant la publication, France Télécom procédera à l'activation de la phase opérationnelle.

La demande motivée de l'opérateur ou de la collectivité territoriale, est à adresser en lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante :

FRANCE TÉLÉCOM  
UPR Nord Est  
73 rue de la Cimaise  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Contact : Bernard Brugière Téléphone 03 90 31 00 51 Mobile 06 08 95 44 04

Mail : uprne.artquaranteneuf@orange-ftgroup.com

**CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY****Avis de concours externe sur titres du 14 juin 2011 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé**

Un concours externe sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste d'Infirmier Cadre de Santé vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats :

- Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989.
- Comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités dans le secteur privé ou public.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey  
31 avenue Albert de Briey  
B.P 700 99  
54151 BRIEY

Briey, le 14 juin 2011

Le Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales,  
V. RHEIN-TALARD

**Avis de concours interne sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement d'un infirmier cadre de santé**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste d'Infirmier Cadre de Santé vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats :

- Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989.
- Comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey  
31 avenue Albert de Briey  
B.P 700 99  
54151 BRIEY

Briey, le 15 juin 2011

Le Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales,  
V. RHEIN-TALARD

**Avis de concours sur titres du 30 juin 2011 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié \*Secteur Sécurité\***

Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 19 du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la Fonction Publique Hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Secteur Sécurité – vacant dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires soit :

- d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
- d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
- d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique,
- d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey  
31 avenue Albert de Briey  
B.P 700 99  
54151 BRIEY

Briey, le 30 juin 2011

Le Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales,  
V. RHEIN-TALARD

**MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES****Avis et modalités du concours sur titre du 6 juillet 2011 pour le recrutement d'une aide soignante de classe normale****1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- au chapitre 2 du décret 2007-1188 du 3 août 2007, portant statut particulier du corps des aides soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la Fonction Publique Hospitalière.

**2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :**

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitae (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la situation au regard du service militaire ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement).

**3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :**

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la maison de retraite, rue du Paquis des Toiles – bp9 – 54110 Rosières aux Salines , dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 16 AOUT 2011 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

**4) NOMBRE DE POSTE :**

Nombre de poste à pourvoir : 1

**5) COMPOSITION DU JURY :**

- l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT, soit, Monsieur le Directeur de la maison de retraite, ou son représentant ;
- le Cadre de Santé de l'établissement ;
- le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

Rosières-aux-Salines, le 6 juillet 2011

Le Directeur,  
Alain PETIT

